

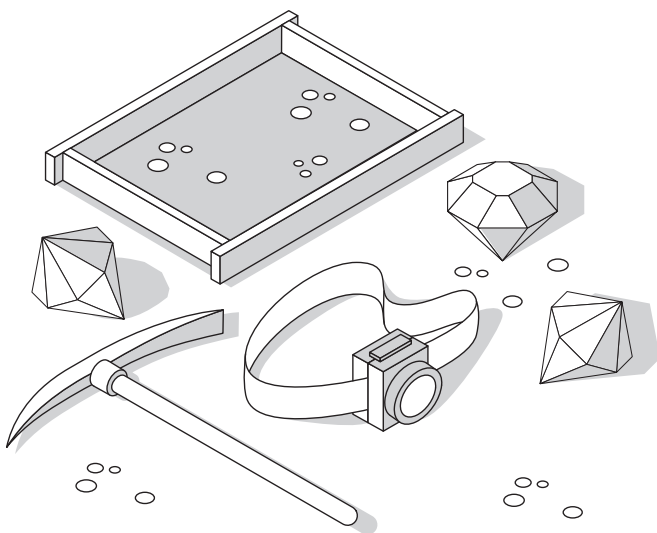
MADAGASCAR

Une malédiction nommée saphir



04 **Comment les entreprises suisses profitent du sale business des saphirs**

Plongée dans les mines de saphirs de Madagascar. Conditions de travail indignes et exportations clandestines : la population malgache ne profite pas des richesses de son sous-sol. Les pierres précieuses se retrouvent dans les plus belles bijouteries du monde entier, dont bien sûr en Suisse.



22 **Silence des enseignes de la mode face à l'officialisation des salaires de misère au Bangladesh**

Public Eye a appelé à plusieurs reprises les enseignes de la mode à s'engager en faveur de salaires décentés auprès des autorités du Bangladesh. Mais elles n'ont pas réagi et le nouveau salaire minimum récemment officialisé maintient les travailleurs et travailleuses du textile dans une grande pauvreté.

24 **Négoce de pétrole russe, Dubaï sort le grand jeu pour supplanter la Suisse**

Depuis la mise en place de l'embargo occidental sur le pétrole russe, Dubaï, qui n'applique aucune sanction contre Moscou, est devenu le nouvel eldorado des négociants voulant continuer en toute tranquillité les affaires avec la Russie. Public Eye a enquêté entre la Cité de Calvin et les Émirats.

39 **Le Costa Rica interdit le chlorothalonil de Syngenta**

Public Eye avait révélé en juin 2023 que le chlorothalonil pollue les sources d'eau potable de plusieurs villages. Le Gouvernement du Costa Rica vient d'interdire le pesticide dans tout le pays.

40 **Public Eye sensibilise dans les écoles**

Avec ses visites dans les écoles, Public Eye veut informer les jeunes des conséquences de nos habitudes de consommation, répondre à leurs préoccupations et les encourager à s'engager activement pour un monde plus juste.



La malédiction du saphir

Madagascar est aujourd'hui la principale source de saphirs pour les marques suisses de joaillerie et d'horlogerie. Mais l'État malgache et les mineurs artisanaux qui les extraient dans des conditions terribles ne profitent guère de cette manne, le plus souvent exportée clandestinement. Enquête de terrain.

TEXTE ET PHOTOS: JULIE ZAUGG

Le paysage est martien, avec cette terre rouge criblée de trous. D'un diamètre de 100 centimètres, les cavités sont surmontées d'une poulie rudimentaire, fabriquée à partir de planches de bois, qui permet aux mineurs d'atteindre le fond de la mine. Lorsqu'ils remontent, ils sont recouverts d'une poussière grise qui leur donne un air fantomatique.

D'autres creusent à la pelle, extrayant l'eau rougeâtre à l'aide de motopompes pétaradantes. Chaque équipe est accompagnée d'un garde qui surveille les opérations un fusil sur l'épaule. Une fois les gravats extraits, ils sont placés dans des sacs et portés à dos d'homme jusqu'à la rivière, où ils sont lavés dans un tamis, avec l'espoir d'y trouver une gemme.

«Aujourd'hui, nous avons trouvé cinq saphirs, roses, blancs et bleus, glisse Robelfin, un mineur de 30 ans vêtu d'un t-shirt d'Iron Man, en montrant de petits galets colorés. Ce soir, j'irai les vendre en ville. Mais nous sommes quatre à nous partager la mise. Ce n'est pas aujourd'hui que je deviendrai milliardaire!» Il y a trois semaines, Robelfin travaillait encore comme barman sur la côte, dans un beach club de Mangily. Il est venu ici car, comme tant d'autres, il avait entendu des rumeurs sur une nouvelle mine de saphirs.

Surnommée Be Mandresy, elle a vu le jour il y a trois semaines. Un agriculteur du coin a trouvé un saphir et fait venir les membres de sa famille élargie. La nouvelle s'est alors répandue comme une traînée de poudre, et près d'un millier de mineurs exploitent désormais cette zone au cœur de la savane du sud de Madagascar. Sur la route qui y mène, une piste de terre cabossée à deux heures de la RN7, la seule voie goudronnée du pays, on croise régulièrement des taxis-brousse pleins à craquer, le toit recouvert des maigres possessions de migrant-e-s qui rêvent aussi de saphirs.

Un village fait de huttes en branchages a vu le jour à côté de la mine. Les femmes préparent à manger dans de grandes marmites au-dessus du feu. Des enfants, certains le ventre distendu par la dysenterie, jouent à se pourchasser. Les plus grands sont partis à la rivière afin d'aider leurs parents à laver les gravats. Il n'y a ni école, ni électricité, ni latrines dans ce village sorti de terre comme un champignon.



Le Prix d'investigation de Public Eye est décerné à Julie Zaugg

Julie Zaugg est une journaliste suisse, basée à Londres, qui écrit pour différents médias francophones. Son but : « débusquer l'inattendu et les phénomènes peu conventionnels », selon ses mots. Il y a quelques mois, elle est partie à Madagascar pour suivre la trace des saphirs, jusque dans les mines d'où ces gemmes sont extraites.

Ce projet journalistique a été soutenu financièrement par le Prix d'investigation de Public Eye, dont la troisième édition a eu lieu en 2023. Une deuxième enquête lauréate sur les activités problématiques du groupe helvétique Swiss Re au Brésil a été publiée dans notre magazine de novembre.

← La mine de Be Mandresy, à Madagascar, que près de 1000 travailleurs fouillent au moyen de simples pelles et pioches à la recherche de saphirs.



La mine se trouve au cœur de la région minière d'Ialakaka, une zone de 4000 km² qui abrite l'un des plus importants gisements de saphirs au monde. Découvert en 1998, il représente aujourd'hui l'une des principales sources de ces gemmes au niveau mondial, fournissant les grandes marques joaillières et horlogères helvétiques.

Des dizaines de milliers de mineurs artisanaux y cohabitent avec quelques centaines d'acheteurs étrangers – des Sri-Lankais et des Thaïlandais, mais aussi des Suisses. Ces intermédiaires se chargent d'exporter les pierres brutes, en contournant les procédures officielles et à coup de pots-de-vin, vers le Sri Lanka et la Thaïlande. Elles y sont taillées et revendues à grand profit, avant de finir dans le giron des géants du luxe, comme le groupe genevois Richemont (propriétaire notamment de la marque Cartier), le lucernois Bucherer (récemment racheté par Rolex), Harry Winston (qui appartient au groupe Swatch) ou le joaillier lucernois Gübelin.

Appartenant à la famille des corindons, le saphir est l'une des trois pierres précieuses de couleur, aux côtés du rubis et de l'émeraude. Les variétés bleu royal et padparasha, un rose orangé censé ressembler à une fleur de lotus au lever du soleil, sont les plus prisées. Les saphirs de qualité joaillière proviennent traditionnellement du Cachemire, dans l'Himalaya indien, de Thaïlande et du Sri Lanka. « Mais les mines dans ces pays sont pour la plupart épuisées », note Elke Berr, une marchande de pierres précieuses basée à Genève. Au Sri Lanka, les turbulences politiques et des règles environnementales plus strictes ont également freiné la production. Dans le cas du Myanmar, où les gisements sont moins importants, les gemmes peinent à trouver des débouchés depuis l'embargo décrété en 2021 contre la junte militaire.

Plus récemment, des saphirs ont été découverts au Rwanda, en Tanzanie, au Kenya et à Madagascar. Ce dernier domine désormais la production mondiale, avec 40 à 60 % des volumes. Sur le plan international, il y a toutefois une carence de saphirs. « Cela a provoqué une envolée des prix, qui ont triplé entre 2005 et 2015 », dit Elke Berr. Un phénomène accentué par la demande en hausse des nouvelles classes moyennes chinoises et indiennes, ainsi que par la popularité croissante des gemmes de couleur comme valeur refuge prisée des investisseurs.

La présence de pierres précieuses à Madagascar est connue depuis l'ère coloniale française. Mais il a fallu attendre la découverte, en 1994, de saphirs bleus d'une

← Un garde armé surveille le travail des mineurs. Un village de huttes en branchages a vu le jour aux abords de la mine de Be Mandresy. Plus loin, le village d'Ialakaka est devenu une véritable cité minière avec 60 000 habitant-e-s.

qualité exceptionnelle, à Andranondambo, tout au sud du pays, pour que l'extraction débute. Le gisement d'Ialakaka a quant à lui été découvert en 1998.

Ialakaka la terrible attirance des Suisses

Des centaines de mineurs artisanaux se sont alors précipités dans cette région désertique et pastorale dominée par l'ethnie Bara. Ce qui n'était à l'origine qu'un hameau d'une quarantaine d'habitant-e-s est devenu une cité minière qui compte aujourd'hui une population d'au moins 60 000 personnes. Ialakaka prend alors des airs de ville-frontière sans foi ni loi, avec « des hommes qui se promènent un pistolet à la hanche », « des attaques armées contre les Malgaches et les étrangers qui ont récemment acheté ou vendu une gemme de valeur » et des policiers corrompus « qui louent leurs armes à feu aux bandits », selon le récit fait par l'ambassadeur des États-Unis dans un câble diplomatique daté du 19 mars 2008 et dévoilé par WikiLeaks. En janvier 2007, le beau-frère d'Osama Ben Laden, Mohammed Jamal Khalifa, se fait assassiner à Ialakaka, à la suite d'une vente de saphirs qui a mal tourné.

Durant cette phase chaotique, plusieurs Suisses s'implantent à Ialakaka, aux côtés des acheteurs sri-lankais et thaïlandais arrivés en masse dès le début de la ruée. Un Zurichois qui a fait fortune dans le commerce de gemmes en Tanzanie venait une fois par semaine depuis la capitale, Antananarivo, comme le raconte un documentaire de la SRF datant de 2000. « Il posait son petit avion à proximité d'Ialakaka et gagnait son comptoir d'achat accompagné de plusieurs gardes du corps armés », se remémore Vincent Pardieu, un gemmologue français qui étudie le gisement d'Ialakaka depuis ses débuts. Une foule l'y attendait. « Il arrivait avec des sacs emplies de billets et achetait tout, sans trier ni négocier », relate Rémy Canavesio, un anthropologue français qui a effectué plusieurs séjours sur place. De retour à Antananarivo, il partageait son trésor avec un autre Suisse, le Bernois Alex Leuenberger, qui avait déménagé à Madagascar en 1996, après ses études. « Il me laissait choisir les pierres mais c'est lui qui fixait le prix », dit ce dernier. Les gemmes étaient alors vendues à des grossistes au Japon, aux États-Unis, en Thaïlande et en Europe. Plus tard, ce Zurichois a fondé le portail de vente en ligne de gemmes taillées Multicolour Gems, basé à Bangkok. Contacté, il n'a pas souhaité s'exprimer.

ALine, la société thunoise qui aime les saphirs

Quant à Alex Leuenberger, il s'est installé à Ialakaka pour y exploiter une mine mécanisée, avec le soutien de la



→ Les gravats prélevés sont rassemblés dans des sacs et portés à dos d'homme jusqu'à la rivière, où ils sont lavés dans un tamis dans l'espoir d'y trouver une pierre précieuse.



« Je suis arrivé sur place avec 3000 francs, mon couteau suisse et une machine à tailler fabriquée avec des pièces automobiles » : le showroom du Genevois Marc Noverraz à Ilakaka.

société Pink Valley. « À l'époque, nous avions 14 camions, 8 à 10 excavateurs et 1 bulldozer, se remémore-t-il. Nous lavions 2000 m³ de graviers par jour. » Mais les coûts étaient, selon lui, exorbitants. « Nous devions déboursier 200 000 à 280 000 dollars par mois rien que pour tourner », dit-il. En 2004, la mine a fait faillite, raconte-t-il. Alex Leuenberger est retourné en Suisse, où il a fondé la société ALine GmbH, près de Thoun, spécialisée dans l'achat et la revente de gemmes. Il est devenu l'un des principaux fournisseurs du secteur joaillier et horloger, comptant parmi ses clients des marques suisses et internationales comme Cartier, Gübelin, Bulgari, Tiffany, Louis Vuitton, Dior et Chanel. Les pierres brutes obtenues à Madagascar sont taillées dans son atelier de Bangkok et par la société sri-lankaise Sapphirus Lanka. ALine GmbH a longtemps compté parmi ses fournisseurs de saphirs malgaches un autre Suisse, le Genevois Marc Noverraz. Serrurier de formation, ce dernier a sillonné l'Afrique en quête d'or, d'émeraudes et de diamants pour le secteur horloger suisse, avant de s'installer à Madagascar en 1996. « Je suis arrivé

sur place avec 3000 francs, mon couteau suisse et une machine à tailler fabriquée avec des pièces automobiles », se souvient-il. En 1998, il entend parler de la ruée sur Ilakaka. « Six mois plus tard, j'y étais, glisse-t-il. Cela a changé ma vie. Au début, on achetait les saphirs par gobelets. »

Comme tous les mineurs artisanaux d'Ilakaka, Kinawate est pris au piège par son rêve de trouver la pierre qui le rendra riche. Dans ce pays marqué par les sécheresses et les famines, où 70 % de la population vit avec moins de 2 dollars par jour, il n'y a guère d'autres opportunités.

Avec Daniel Grondin, un Français rencontré en Suisse, il s'essaya lui aussi à l'extraction mécanisée sur un site isolé, montant en 2003 la société Dream Stone Trading. Mais



Kinawate, un mineur de 54 ans arrivé à Ilakaka en 1999, assemble à l'entrée de sa mine la poulie à l'aide de laquelle il descendra en rappel à la recherche de saphirs.

comme Alex Leuenberger, les deux hommes se heurtent à des coûts d'exploitation élevés. Au bout de trois ans, ils renoncent et se concentrent sur l'achat de pierres à des mineurs artisanaux. Leurs gemmes sont vendues à la société ALine GmbH, mais aussi aux joailliers suisses Gübelin ou Frieden, ainsi qu'à des grossistes états-uniens et japonais.

Kinawate, le mineur qui ne parvient pas à nourrir ses enfants

Lorsqu'on parcourt le tronçon de la RN7 qui coupe Ilakaka en deux, son passé de ville du far west semble lointain. Des cahutes proposant d'effectuer des virements avec Airtel ou MVola, des services de transfert d'argent mobiles, se succèdent le long de la route. Des femmes, le visage recouvert d'une pâte jaune pour se protéger du soleil, passent avec, sur la tête, des paniers chargés de poissons, de beignets frits et de tomates. La ville compte désormais des écoles, un poste de police et un dispensaire. Elle est alimentée en électricité 24h/24 grâce à une centrale solaire. Mais si l'on s'aventure dans les ruelles

adjacentes, le bitume cède la place à des chemins de terre bordés de cahutes en bois et en tôle aux airs de bidonville. Une publicité vante un bar appelé « Les Jokers » et ses machines à sous. Plus loin, une voiture est renversée, ses sièges imbibés de sang. La veille au soir, un groupe de mineurs, grisés par une vente de gemmes, s'est lancé dans une beuverie avant de prendre le volant. La violence, si elle est moins visible, n'a pas disparu. Il y a quelques jours, un garde de sécurité a été abattu.

Le soleil vient de se lever. Kinawate, un mineur de 54 ans arrivé à Ilakaka en 1999, est déjà en route. Muni d'une pelle et d'une barre à mine, une barre de fer taillée en pointe, il prend la direction des mines. Grand corps maigre, mains calleuses usées par le travail et sourire chaleureux, ce père de famille, qui a autrefois travaillé sur un bateau de pêche au nord du pays, marche vite mais sans se presser. Arrivé dans une grande étendue de savane criblée de trous, il repère aussitôt la mine qu'il exploite avec un collègue. Kinawate est indépendant. « Je m'autofinance mais je peux garder 100 % du



prix des gemmes que je trouve», explique-t-il. Il les vend en général à des « démarcheurs », des hommes d'affaires malgaches qui rôdent aux abords des mines, arborant de fausses Rolex et des complets élimés. Ceux-ci achètent les pierres aux mineurs, avant de les revendre jusqu'à cinq fois plus cher aux marchands de gemmes sri-lankais ou thaïlandais installés dans la région.

Certains mineurs artisanaux concluent un accord avec un « patron » malgache ou sri-lankais qui leur fournit du riz, du pétrole et des outils. En échange, ils lui cèdent jusqu'à 50 % du prix de chaque gemme vendue. D'autres touchent une paie quotidienne mais pas de pourcentage sur les saphirs.

Kinawate commence par construire une poulie en bois, reliée à un bidon en plastique coupé en deux. La mine n'est étayée que par quelques anneaux de bois et un faisceau de brindilles. Le sol argilo-sablonneux est pourtant friable, et les accidents sont fréquents. « Il y a deux mois, j'ai perdu un ami, livre-t-il. Il est mort enterré vivant lorsque la galerie s'est effondrée. Nous avons passé des heures à creuser pour le retrouver, en vain. » Lorsqu'il descend sous terre, il essaie de ne pas songer au danger. « Sinon je ne pourrais plus travailler », glisse-t-il. Muni d'une torche et de sa barre de fer, Kinawate se laisse glisser jusqu'au fond de la mine grâce à la poulie. Elle fait environ 10 mètres de profondeur. Les mineurs creusent verticalement jusqu'à atteindre la couche gemmifère, un mélange de galets et des saphirs charriés par une rivière préhistorique surnommée « lalan-bato » (« la route des pierres »), puis ils déblaient des galeries perpendiculaires. Les tunnels sont si étroits qu'ils doivent ramper. Il y fait une chaleur étouffante. « Je passe en général quatre heures sous terre, avant de passer le relais à mon collègue », dit Kinawate. Dans certaines zones, il faut creuser jusqu'à 30 ou 40 mètres pour atteindre la couche gemmifère. À cette profondeur, l'oxygène manque et il peut y avoir des poches de gaz toxiques. Les mineurs ont donc développé un système D fait de sacs en plastique reliés à un boyau qu'une personne à la surface emplit d'air et compresse pour envoyer de l'oxygène au fond de la mine.

Comme tous les mineurs artisanaux d'Ilakaka, Kinawate est pris au piège par son rêve de trouver la pierre qui le rendra riche. Dans ce pays marqué par les sécheresses et les famines, où 70 % de la population vit avec moins de 2 dollars par jour, il n'y a guère d'autres opportunités. « La vie est dure ici, dit-il. Si je pouvais, je

rentrerais chez moi. Mais je n'ai même pas l'argent pour payer le billet de bus. Et je ne peux pas rentrer au village les mains vides. Ce serait honteux. » Sa meilleure prise : un saphir de 7 grammes vendu pour 50 millions d'ariarys (CHF 9920.-). « Mais ce montant a dû être divisé entre six mineurs, alors nous n'avons touché qu'un peu plus de 8 millions d'ariarys chacun (CHF 1650.-), détaille-t-il. Pas de quoi changer une vie. »

La Banque suisse

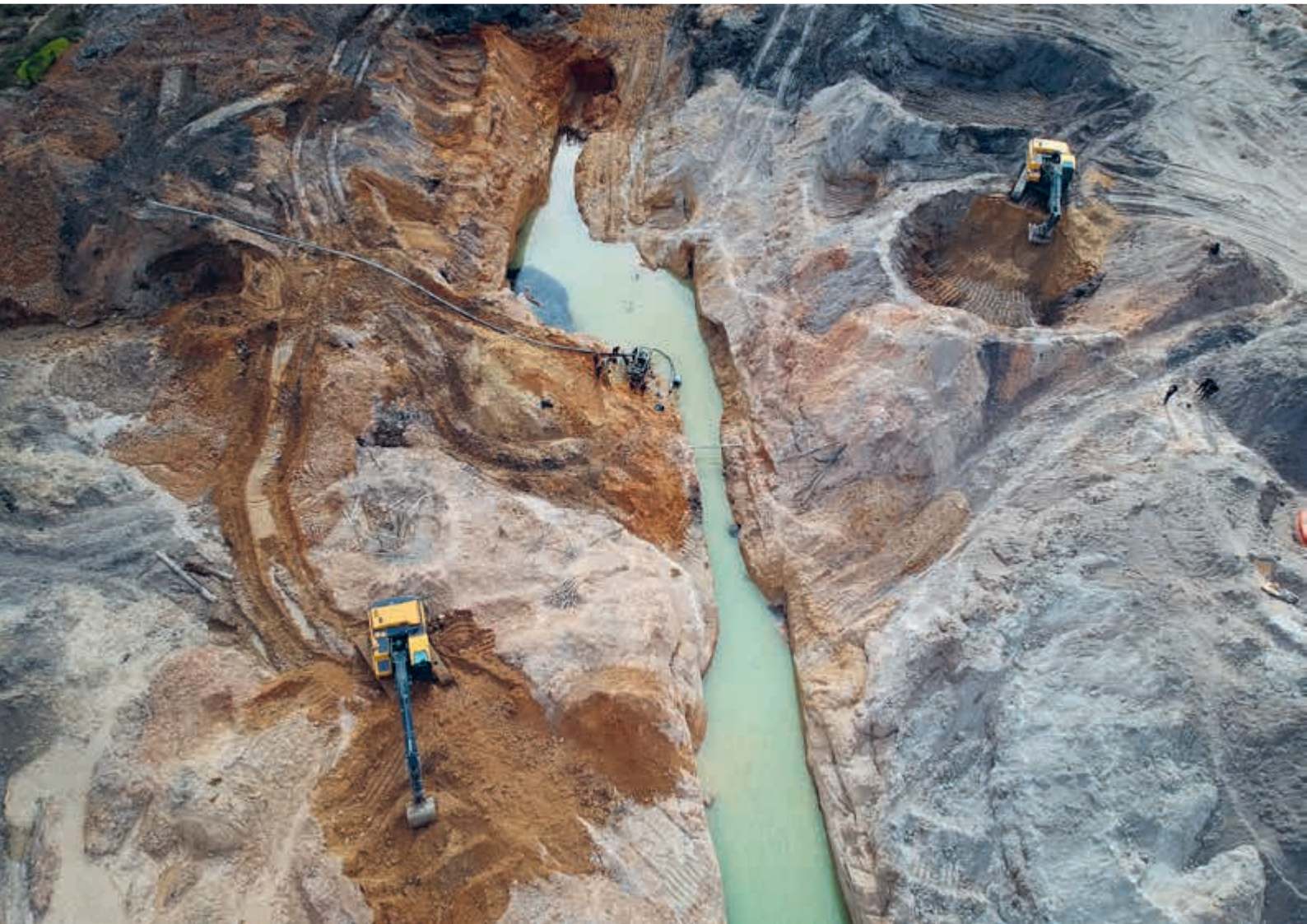
Kinawate peut au moins rêver de devenir riche. Ce n'est pas le cas de la douzaine d'hommes qui creusent une mine à ciel ouvert d'une cinquantaine de mètres de diamètre sous un soleil de plomb. Ils travaillent en rythme et à la chaîne, jetant de grandes pelletées de terre rouge derrière eux. Appelée « décapage », cette technique est utilisée lorsque la couche gemmifère se trouve sous la nappe phréatique. Le site, en bordure d'Ilakaka, a été surnommé « la Banque suisse » en raison de son potentiel. « Je gagne 10 000 ariarys par jour (CHF 2.-), raconte Sarobidy, un jeune homme de 18 ans qui travaille dans la mine avec son père depuis l'âge de 15 ans. Si je viens, je suis payé, sinon pas. » Son cas n'est pas rare. Les enfants aident leurs parents à trier et laver les gravats récoltés dans les mines dès l'âge de 5 ans. À partir de 15 ans, ils sont considérés comme des adultes et descendent sous terre.

La journée touche à sa fin. Kinawate et son collègue placent les gravats dans des sacs de ciment et les transportent à la rivière sur leur dos, en grimaçant. Chaque sac pèse 40 à 50 kilos. Arrivés sur la berge, ils lavent les galets sur un tamis rudimentaire. Puis ils examinent les petites pierres rondes, les soulevant par poignées dans l'espoir de voir l'une d'elles scintiller au soleil, jusqu'à ce que le dernier sac soit vide. « OK, il n'y a rien. » Kinawate peine à cacher sa déception. « Cela fait trois mois que nous n'avons pas trouvé de pierre, dit-il. Et pourtant nous devons manger tous les jours. » Il se met en route pour Ilakaka, où il vit dans une cahute en bois avec pour seuls meubles un lit et une chaise élimée. Assise par terre, sa femme, Jacqueline, repasse des vêtements avec un fer chauffé au charbon. Elle lave ceux des voisins pour 5000 ariarys (CHF 1.-) par jour. Leurs filles Lianah, 8 ans, et Kalicia, 17 ans, sont assises sur le lit. La seconde joue avec son bébé de 7 mois. Comme Kinawate n'a rien trouvé à la mine, la famille devra attendre que Jacqueline ait fini de travailler pour pouvoir acheter à manger.

Extraction à large échelle

Dominé jusqu'ici par les mineurs artisanaux, le rush minier d'Ilakaka est sur le point de changer de nature. « La plupart des gemmes en surface ont déjà été extraites, estime le gemmologue Vincent Pardieu. L'avenir du gisement passe par une exploitation mécanisée à

← Sarobidy, 18 ans, travaille dans les mines avec son père depuis l'âge de 15 ans. Il gagne l'équivalent de 2 francs par jour. Douze hommes travaillent en cadence, comme sur une chaîne de montage, creusant dans la terre rouge de la mine à ciel ouvert surnommée la « Banque suisse ».



large échelle.» Cela permettra notamment d'atteindre les saphirs situés à une plus grande profondeur.

Cette perspective a aiguïé l'appétit de Guillaume Ah Thion, un jeune entrepreneur sino-malgache qui a noué une relation d'affaires avec l'importateur bernois Alex Leuenberger. Il vient de reprendre, avec son frère, la société minière Gondona, créée par son père. Situé au bout d'une piste en terre, le site ressemble à une grande balafre coupant la savane en deux. Deux pelleteuses ont décapé les quelques mètres de terre « stérile » au-dessus de la couche gemmifère, creusant un long boyau dans la terre sablonneuse. Il est empli d'une eau turquoise qu'une pompe s'active à extraire. « Ce canal suit le cours de la rivière préhistorique », explique l'homme de 23 ans. Une fois extraits, les gravats séchent une nuit à l'air libre, sous l'œil vigilant d'un garde armé, puis sont chargés sur l'un des camions qui dévalent la piste de terre jusqu'à la rivière. Ils y sont introduits dans une station de lavage qui recrache les gravats sans intérêt dans la rivière, devenue beige et opaque. « Ce qui nous intéresse se trouve ici, explique Guillaume Ah Thion, en pointant du doigt deux cônes inversés sous la machine, où les pierres d'une densité de 3 à 5, celle du saphir, ont été collectées. Il en tirera 20 à 30 sacs, qui seront triés manuellement.

Gondona a déjà commencé à prospecter un autre site, dans une zone isolée à une heure et demie de route. « Ils ont retourné toute la vallée à proximité d'Ilakaka, raconte Rémy Canavesio. Ils ont notamment détruit une forêt le long de l'une des rivières. » La population d'Ilakaka se plaint par ailleurs que le niveau des puits a baissé depuis que Gondona a commencé à mener des opérations de grande envergure, il y a environ cinq ans. « On ne m'a jamais parlé de cela », réagit Guillaume Ah Thion, qui reconnaît toutefois que ses mines ont fait baisser le niveau de la nappe phréatique à certains endroits, « de façon ponctuelle ».

Un salaire de 47 francs par mois

Les employés, dont certains vivent dans des huttes à côté de la mine, sont salariés. « Nous avons 200 à 250 employés et nous les payons entre 50 et 2000 dollars par mois », dit Guillaume Ah Thion. La majorité d'entre eux touche cependant l'équivalent du salaire minimum malgache, soit 238 800 ariarys (CHF 47.-). Ce dernier « est bas, même en comparaison africaine, et a été imposé de façon unilatérale par le gouvernement sans négociation avec les syndicats », dénonce Barson Rakotomanga, un dirigeant syndical.

Construite en briques couleur miel, avec une grande terrasse et une piscine, la demeure de la famille Ah Thion tranche avec ses environs. « Tous les dix jours, nous organisons des enchères ici avec les acheteurs sri-lankais du coin », dit le jeune patron, en montrant des sachets plastiques contenant des lots de saphirs classés en fonction de leurs carats qu'il vient d'extraire d'un immense coffre-fort. Ses plus belles pièces, il les réserve toutefois à la société ALine GmbH d'Alex Leuenberger, ainsi qu'à la maison française Piat, qui fournit notamment Rolex, Cartier, Van Cleef & Arpels et Hermès, et possède une filiale à Genève.

Si Gondona est pour l'heure seule à faire de l'extraction mécanisée à Ilakaka, cela devrait rapidement changer. Le géant britannique Gemfields, qui possède des mines d'émeraude en Zambie et de rubis au Mozambique, a déjà commencé à étudier une implantation à Ilakaka. Cet été, il a toutefois saisi la justice britannique pour dénoncer Romy Andrianarisoa, la directrice de cabinet du président Andry Rajoelina, depuis démise de ses fonctions, qui lui avait demandé un pot-de-vin de 250 000 francs suisses en échange d'une concession minière. S'il s'agit du premier cas de corruption d'une telle ampleur révélé dans l'industrie malgache du saphir, le versement de pots-de-vin est communément pratiqué dans les autres secteurs de l'économie de ce pays que Transparency International a placé en 142^e position sur 180 de son classement sur la corruption. Le concurrent de Gemfields, la société Fura Gems, sise à Dubaï, s'intéresse aussi à la région.

Mohamed Ifthikar, acheteur sri-lankais : « Je me fais en moyenne 400 % de profit »

Il est 15 h 30. Juste après Ilakaka, sur la RN7, le village des acheteurs de Sakaviro commence à s'animer. Sortie de terre il y a quelques années, cette collection de cabanes en bois et de maisons en dur aux airs de minipalais fortifiés permet aux acheteurs sri-lankais et thaïlandais de se procurer les plus belles pierres au sortir de la mine, avant qu'elles n'atteignent Ilakaka. Chaque jour entre 16 h et la tombée de la nuit, Sakaviro se remplit d'une foule qui déambule d'un comptoir d'achat à un autre, à la recherche du meilleur prix. L'ambiance est frénétique. L'odeur de l'argent flotte dans l'air. « J'en veux 750 000 ariarys (CHF 148.-) », lance un Malgache en jetant un saphir rose sur le plateau de plastique blanc posé devant un acheteur thaïlandais. Ce dernier examine la pierre avec un casque muni de verres loupes et la mesure avec un mètre. « Je t'en donne 600 000 (CHF 119.-) », dit-il. « OK. » Le deal est fait. Le suivant a une pierre bleu-gris pour laquelle il demande 5 millions d'ariarys (CHF 990.-). Cette fois, le Thaïlandais prend son temps. Il trempe la gemme dans un bol d'eau, la pèse (4,5 grammes) et l'examine

← Le jeune entrepreneur sino-malgache Guillaume Ah Thion mise sur l'extraction mécanisée des saphirs. Il reconnaît que ses mines ont fait baisser le niveau de la nappe phréatique à certains endroits, « de façon ponctuelle ».



Deux des 200 à 250 employés du jeune entrepreneur Guillaume Ah Thion, qui gagnent pour la plupart l'équivalent de 47 francs par mois, le salaire minimum malgache.

avec une minitorche. « Je regarde la couleur, la forme, la taille et la clarté de la pierre, explique-t-il. Je guette aussi les fissures ou les bulles. » Il finit par proposer 1 million d'ariarys (CHF 198.-). « Tu peux monter ton prix ? » « Non. » « Je prends quand même. »

L'une des devantures les plus grandioses appartient à World Gems. « Nous achetons de tout, des petites pierres pour la bijouterie de masse comme des pièces d'exception pour la haute joaillerie », dit Kizwan, 45 ans, qui est arrivé depuis Colombo il y a deux mois. Il se dit prêt à payer jusqu'à 100 millions d'ariarys (CHF 19 790.-) pour un beau saphir bleu.

Contrairement aux diamants ou à l'or, le prix des saphirs n'est pas déterminé par des critères fixes. Il dépend de facteurs peu tangibles, laissés à l'interprétation de l'acheteur. Les mineurs ignorent en outre l'usage fait des pierres qu'ils chassent à longueur de journée. Parmi la douzaine interviewée, seul un savait que les saphirs servent à fabriquer des bijoux. Ce flou pénalise les mineurs. « Ils manquent d'information concernant la valeur des pierres et il n'est pas rare qu'ils se fassent proposer un prix 50 % trop bas », note Alex Leuenberger.

Arrivé à Ilakaka en 2000 depuis Ratnapura, la principale région gemmifère du Sri Lanka, Mohamed Ifthikar, le patron de Suranga Gems, est l'un des gagnants du système. « Les affaires tournent bien, glisse-t-il. Les mineurs sont un peu mieux renseignés qu'au début de la ruée, mais je me fais quand même en moyenne 400 % de profit sur les gemmes que j'achète d'ici. »

Face à la force de frappe des acheteurs sri-lankais et thaïlandais, les autres acteurs opérant dans la région se sont progressivement fait évincer. C'est ce qui est arrivé au Genevois Marc Noverraz, qui n'a pas pu s'aligner sur leurs prix. Dès 2007, il a donc décidé de changer de voie, en créant une ligne de bijoux appelée Colorline, réalisée par deux tailleurs malgaches qu'il a formés aux critères de la joaillerie. Ces créations sont désormais exposées dans une grande maison blanche au cœur d'Ilakaka. Les touristes vont voir la Banque suisse avant d'y faire leurs emplettes.

Daniel Grondin, le comparse des premières heures, a quant à lui créé une co-entreprise avec Guillaume Ah Thion appelée FairGems, qui possède un petit atelier de taille à Antananarivo. Les mains noircies par l'huile, deux



Chaque jour, entre 16 h et la tombée de la nuit, les mineurs se présentent devant les comptoirs d'achat à Sakaviro, dans l'espoir de vendre leurs gemmes aux négociants venus du Sri Lanka et de Thaïlande.

artisans s'y affairant, chauffant leurs outils à la bougie avant de polir les pierres brutes sur une meule. « Nous taillons 10 à 15 pièces par jour », dit Daniel Grondin. Il fournit des clients au Moyen-Orient, en Chine, en Inde et en Russie, ainsi que des maisons de la place Vendôme, à Paris. Alex Leuenberger lui achète aussi des pierres.

Dessous-de-table et bureaucratie

Comme tous les acheteurs de gemmes à Madagascar, il est confronté à une procédure d'exportation kafkaïenne. « Il faut prévoir entre 10 et 15 jours de tracasseries administratives, dit-il. À chaque étape du processus, on nous demande des pots-de-vin pour obtenir un tampon ou un document officiel. » De plus, le gouvernement ne cesse de changer les règles du jeu. Durant la crise du Covid-19, les exportations de gemmes ont été suspendues, une restriction qui n'a été levée qu'en septembre 2022. Elles avaient déjà été interrompues pendant deux ans entre 2008 et 2010, sur décision unilatérale du gouvernement de Marc Ravalomanana. Résultat : « il est quasiment impossible de faire sortir des pierres de Madagascar de façon légale », estime Rébecca Michelot, qui préside la section

romande de la Société Suisse de Gemmologie. « Si on déclare tout, on est mort », confirme Daniel Grondin.

Cela a fait émerger un système parallèle, utilisé par l'immense majorité des exportateurs de gemmes. Concrètement, ces derniers obtiennent de faux documents d'exportation, fournis par les fonctionnaires qui sont en charge des procédures d'exportation officielles. « Ce sont les mêmes gens et les mêmes tampons, mais cela coûte quatre fois moins cher et va plus vite », dit Daniel Grondin. Puis, « à l'aéroport, les douaniers et les policiers s'entendent pour faire passer les pierres brutes à travers l'immigration, et les acheteurs les récupèrent juste avant de monter dans l'avion », décrit Alex Leuenberger. À chaque étape du processus, des pots-de-vin sont versés.

Si les acheteurs étrangers sont en général au courant de ces schémas illégaux, leur mise en œuvre est confiée aux intermédiaires, notamment sri-lankais, basés dans le pays. « On les laisse faire le sale boulot pour éviter de se salir les mains », glisse un marchand de gemmes genevois. Cela a pour effet de fausser les chiffres à l'exportation. « Officiellement, Madagascar n'exporte pratiquement pas de gemmes, dénonce Rémi Botoudi, secrétaire général



de la confédération syndicale SEKRIMA. Cela signifie que les revenus issus de cette activité n'apparaissent pas dans les comptes de l'État et que nous ne profitons pas, en tant que nation, des taxes à l'exportation.»

En 2022, la grande île aurait exporté pour 31 262 dollars de gemmes (rubis, émeraudes et saphirs), selon les statistiques des Nations Unies. En 2019, avant les restrictions liées au Covid-19, ce montant s'élevait à 210 088 dollars. Mais en réalité, Madagascar exporterait pour environ 150 millions de dollars de saphirs par an, selon diverses estimations. Lorsque les saphirs quittent Madagascar, ils partent généralement vers le Sri Lanka. Les gemmes y sont taillées et, pour celles de moindre qualité, chauffées à plus de 1500 degrés afin de rendre leur couleur plus vive ou dissoudre leurs inclusions et augmenter leur clarté. Elles sont ensuite vendues à des grossistes thaïlandais. « Ces pierres passent presque toutes par Bangkok à un moment de leur parcours », note Vincent Pardieu. La ville est en effet devenue un centre mondial pour le négoce de gemmes de couleur, à l'instar de New York et Anvers pour le diamant. De là, elles sont rachetées par d'autres intermédiaires qui les acheminent vers leur destination finale. Les plus belles pièces sont exposées dans les foires internationales, comme le salon GemGenève ou à Hong Kong, Las Vegas et Tucson, avant de finir dans le giron des grandes marques de joaillerie et d'horlogerie.

Parures de rêve pour pierres de cauchemar

Hébergé à l'étage du bâtiment octogonal qui abrite le quartier général de Gübelin, près du lac des Quatre-Cantons, le Gem Lab ressemble davantage au bureau d'une start-up qu'à un laboratoire. Des gemmologues sont à leur ordinateur, occupés à effectuer des calculs complexes afin de déterminer le degré de similitude des pierres qu'on leur a confiées avec la collection de référence. « Celle-ci contient plus de 28 000 gemmes, récoltées dans les mines du monde entier », explique Daniel Nyfeler, le patron du Gem Lab.

La Suisse abrite en effet les deux laboratoires d'analyse de gemmes de couleur les plus réputés au monde : le Gübelin Gem Lab à Lucerne et l'Institut suisse de gemmologie à Bâle, respectivement fondés en 1923 et 1972. Tous deux délivrent des rapports qui déterminent l'origine de la gemme et si elle a subi des traitements. Ils attribuent aussi une note à la pierre et, dans certains cas, une couleur, comme « bleu royal » ou « sang de

pigeon », des titres convoités. Pour analyser une pierre, les employé-e-s du Gem Lab commencent par l'examiner au microscope, puis la soumettent à plusieurs appareils de spectroscopie et de spectrométrie de masse afin de déterminer sa composition moléculaire et chimique. « Une pierre est comme une capsule spatiotemporelle, dit Daniel Nyfeler. Elle renferme de nombreux minéraux qui nous renseignent sur le lieu et l'époque à laquelle elle a été formée. » Chaque année, le laboratoire analyse 10 000 gemmes. Précis, le procédé n'est toutefois pas infailible. Au début de la ruée vers le saphir à Madagascar, « les laboratoires manquaient de pierres de référence en provenance de ce pays », raconte Vincent Pardieu. Cela a donné lieu à des erreurs. « Plusieurs saphirs ont faussement été identifiés comme provenant du Cachemire ou du Sri Lanka », dit-il. Aujourd'hui encore, les saphirs de Madagascar restent les plus difficiles à identifier. Daniel Nyfeler ouvre un tableau sur son ordinateur montrant l'analyse d'une gemme malgache. Le modèle statistique ne lui attribue que 46 % de chances de provenir de la grande île, contre 40,5 % pour le Sri Lanka. Cela n'est pas anodin. Les gemmes malgaches valent 10 à 15 fois moins cher que celles du Cachemire et 10 à 20 % de moins que celles du Sri Lanka. « Les mines historiques génèrent tout un imaginaire, ce qui pousse le prix de leurs gemmes à la hausse », indique Rébecca Michelot.

Pour améliorer la traçabilité des gemmes, le Gem Lab de Gübelin a donc lancé en 2017 l'initiative Provenance Proof. Cette dernière a développé une solution contenant des nanoparticules munies d'ADN synthétique dans lequel on peut encoder des informations, comme la mine dont la pierre a été extraite. « La gemme est plongée dans ce liquide, qui s'immisce dans de minuscules fissures à sa surface », explique Klemens Link, le directeur de Provenance Proof.

Pour compléter son profil au fil du temps, la start-up a développé en 2019 un système fondé sur la blockchain, qui consiste à créer un jumeau numérique de la gemme. Cela permet à tout moment d'ajouter des données au sujet de la pierre (qui l'a achetée ? Qui l'a taillée ? A-t-elle subi des traitements ?). « Une fois introduite dans la base de données, l'information ne peut plus être modifiée », précise-t-il. Plus de 10 millions de gemmes y figurent déjà. Une part importante des gemmes de grande qualité analysées par le Gem Lab de Lucerne finit dans les coffres-forts de négociants genevois. Pour accéder au bureau de Benjamin Mizrahi, il faut traverser un sas de sécurité, muni de caméras de surveillance, et passer pas moins de quatre portes blindées. Il est en pleine discussion avec un marchand de gemmes sri-lankais venu lui apporter des saphirs malgaches. « Je me concentre sur les belles pièces pour la haute joaillerie, dit l'homme d'affaires, qui s'est mis à son compte il y a douze ans après avoir travaillé pour Piaget et De Grisogono. C'est un

← Dans la capitale, Antananarivo, les saphirs sont taillés dans de petits ateliers, dont certains sont détenus par des Français et des Suisses. Certaines pierres sont vendues dans des boutiques et des hôtels à Madagascar, mais elles sont en grande partie exportées.



« Je me concentre sur les belles pièces pour la haute joaillerie », dit l'homme d'affaires genevois Benjamin Mizrahi, qui s'est mis à son compte il y a douze ans après avoir travaillé pour Piaget et De Grisogono.

marché très différent de celui de l'horlogerie, qui nécessite plutôt de nombreuses petites pierres de couleur et de taille identique pour les sertir sur un cadran ou un bracelet de montre. » Genève est devenu un centre de négoce pour les pierres précieuses après la Deuxième Guerre mondiale. « De nombreux marchands de gemmes étrangers sont venus s'y installer, dit Thomas Färber, héritier d'une dynastie de bijoutiers allemands qui s'est installé à Genève dans les années 1980. Les maisons de vente aux enchères comme Christie's et Sotheby's y ont aussi ouvert des antennes. » La Cité de Calvin a en outre bénéficié de la présence des ports francs. « Cela évite de payer les taxes à l'importation sur une gemme avant de l'avoir vue de ses propres yeux », relève Elke Berr, l'une des seules femmes de la place, qui a créé la maison Berr & Partners en 1986. Elle s'est rendue à Madagascar à deux reprises et s'y procure régulièrement des pierres.

Le milieu confidentiel des marchands de gemmes genevois, dont les bureaux, dépourvus d'enseigne, se trouvent à l'étage d'immeubles discrets dans les rues basses, est essentiellement composé de « maisons familiales qui se transmettent de génération en génération », indique Charles Abouchar, dont la société a vu le jour en 1979. Il y en a une trentaine dans la ville du bout du lac. Pour observer le résultat de leurs ventes, il suffit de longer la rue du Rhône. Les vitrines de marques de

joaillerie s'y succèdent : Adler, Bulgari, Cartier, Chopard, Graff, Gübelin, Piaget ou encore Harry Winston. Dans leurs boutiques aux airs d'écrin, les parures scintillent sous l'éclairage subtil. Les prix ne sont jamais affichés. « Je trouve extrêmement problématique que des marques de joaillerie suisses se fournissent en saphirs à Madagascar, juge Glen Mpufane, en charge du secteur de l'extraction des pierres précieuses pour la fédération syndicale IndustriALL Global Union, basée à Genève. Les mineurs y subissent des conditions de vie et de travail terribles, bien pires que dans d'autres pays africains. » Les saphirs d'Ilakaka se retrouvent pourtant dans l'assortiment de nombreuses marques de joaillerie de la place helvétique. Piaget, Van Clef & Arpels et Cartier – qui appartiennent à Richemont –, Bucherer, Harry Winston, Gübelin, Adler et De Grisogono les utilisent toutes, selon leurs sites internet. On les trouve par exemple sur le collier Blue Waterfall de Piaget, qui comprend une gemme bleue de 14,6 carats ; sur la collection Namaka de Adler ; sur une bague panthère de Cartier ; sur la ligne aux couleurs de l'arc-en-ciel Pastello de Bucherer ; ou encore en version gros cabochon bleu de 4,46 carats sur une bague de Gübelin.

Interrogées, la plupart des marques ont reconnu l'existence de problèmes tout en renvoyant à leurs procédures de contrôle internes. Chez Gübelin, on indique s'être rendu à Madagascar en 2022 pour évaluer la



Après la Seconde Guerre mondiale, Genève est devenue un centre névralgique pour le commerce de pierres précieuses. Sur la classieuse rue du Rhône, les vitrines de grands joailliers se succèdent : Adler, Bulgari, Cartier, Chopard, Graff, Gübelin, Piaget ou encore Harry Winston.

situation. « La mentalité de chercheurs d'or qui y prévaut ne va sans doute pas changer rapidement, note Raphaël Gübelin, qui préside la maison. Mais nous avons identifié des mines qui prennent la durabilité au sérieux et paient des salaires corrects. Il faudra toutefois encore patienter quelques années avant que ces gemmes n'arrivent sur le marché. » Le groupe précise en outre qu'il est certifié par le Responsible Jewellery Council depuis 2022 et qu'il exige de ses fournisseurs qu'ils adhèrent à ses codes de conduite internes.

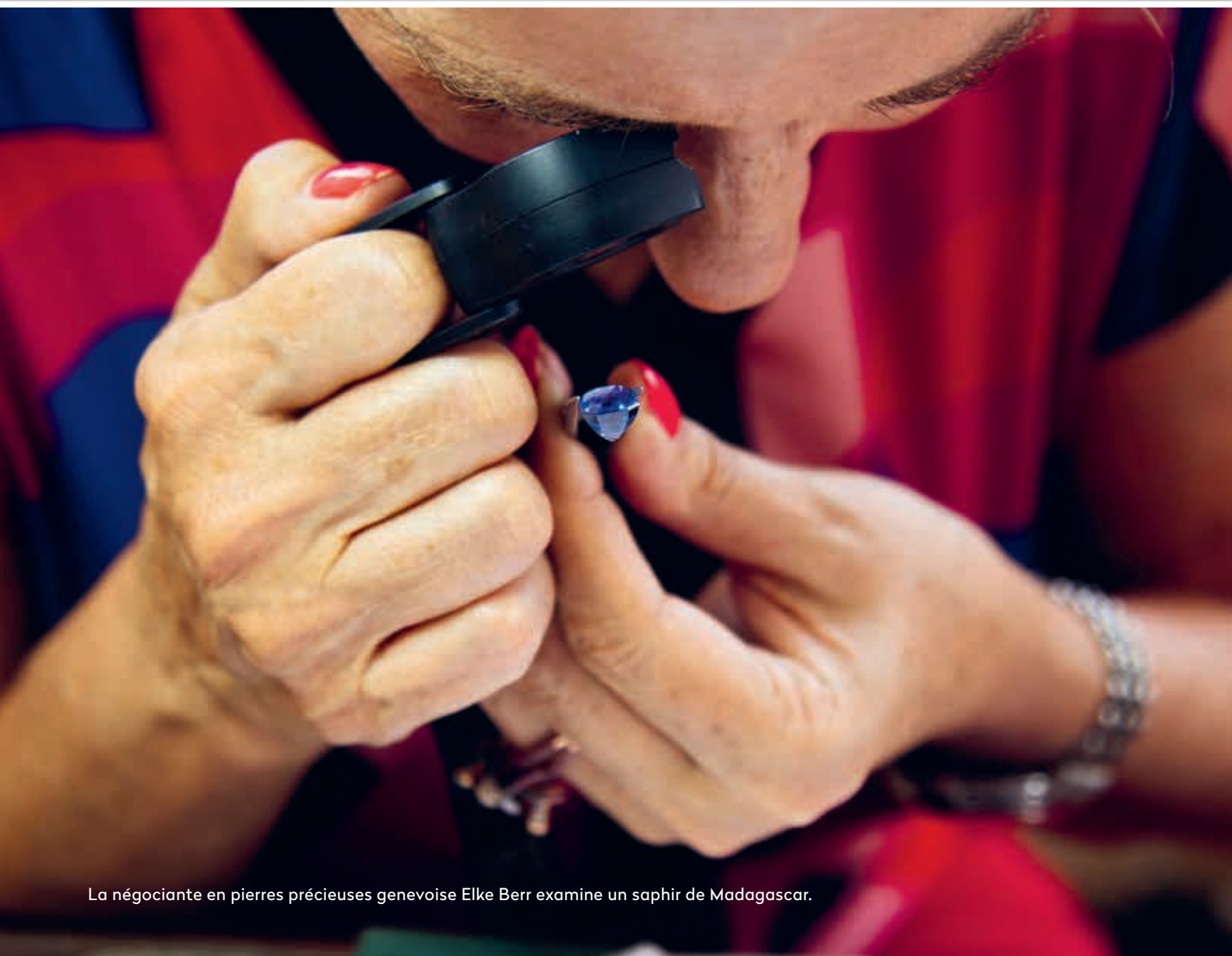
Les saphirs d'Illakaka se retrouvent dans l'assortiment de nombreuses marques de joaillerie de la place helvétique. Piaget, Van Cleef & Arpels et Cartier – qui appartiennent à Richemont –, Bucherer, Harry Winston, Gübelin, Adler et De Grisogono les utilisent toutes, selon leurs sites internet.

Bucherer reconnaît qu'il existe « un risque de violation des droits humains dans (sa) chaîne d'approvisionnement » mais indique avoir établi, en 2023, une politique d'achat durable et un code de conduite auquel ses fournisseurs

sont soumis. Le groupe dit procéder à des inspections régulières, par exemple en vérifiant les informations fournies par ses fournisseurs. Le groupe Richemont, qui possède les marques Piaget, Van Cleef & Arpels et Cartier, renvoie aussi à son code de conduite interne et dit avoir régulièrement « des dialogues constructifs avec les acteurs de la société civile » sur les enjeux sociaux et environnementaux. Chez Rolex, on indique n'acheter chaque année que 1000 carats de saphirs en provenance de Madagascar, soit de quoi fabriquer moins de 500 montres. En raison de ce volume restreint, la marque estime n'exercer « aucune influence sur le marché du saphir ». Elle précise toutefois faire confiance à ses quatre fournisseurs de gemmes malgaches, qui ont tous signé sa charte de développement durable. Swatch, qui possède la marque Harry Winston, se contente de renvoyer à son rapport de développement durable et promet de discuter de cette question à l'interne. Les maisons Adler et De Grisogono n'ont pas répondu à nos sollicitations. La seule instance chargée de certifier la chaîne d'approvisionnement, le Responsible Jewellery Council (RJC), ne fait que « blanchir » les marques au bout de la chaîne, sans vérifier ce qui se passe en amont, dénonce Glen Mpu-fane. Le marchand de gemmes genevois Ronny Totah mâche encore moins ses mots : « Il s'agit d'une vaste fumisterie. Les gros acheteurs de gemmes colorées ont



Un saphir taillé et un saphir brut dans les mains du négociant genevois Benjamin Mizrahi. Son bureau est protégé par un sas de sécurité, muni de caméras de surveillance, et pas moins de quatre portes blindées.



La négociante en pierres précieuses genevoise Elke Berr examine un saphir de Madagascar.

décidé d'émettre un label et de se l'autoattribuer.» Fondé en 2005 par 14 entités issues de l'industrie du bijou, le RJC compte 1650 membres. «Chacun doit s'engager à respecter notre code de pratiques et est audité par une tierce partie», indique Melanie Grant, sa directrice. Parmi les critères à respecter figurent des conditions de travail décentes, des pratiques d'extraction responsables et la lutte contre la corruption. Mais seules douze entreprises minières figurent parmi ses membres et aucune n'exploite le saphir à Madagascar. Le respect du code de conduite du RJC n'est donc pas vérifié sur le terrain. «Les mineurs artisanaux d'Ilakaka sont entièrement exclus du processus de certification et d'audits», souligne Glen Mpufane.

Conditions de travail indignes, travail des enfants, exportations clandestines : à Madagascar, la population ne profite pas des richesses de son sous-sol. Combien de temps encore la malédiction des saphirs pèsera-t-elle sur ce pays ? Et qu'attendent les marques suisses de joaillerie et d'horlogerie pour agir ? ■

Le mot du moment

Un autre regard sur l'actualité de Public Eye

La malédiction des ressources



Au lieu de l'aider à s'extraire de la pauvreté, la richesse du sous-sol d'un pays devient trop souvent une malédiction pour sa population. Accaparées par des négociants aux dents longues, les ressources naturelles sont entachées de corruption et de conflits, et viennent approfondir le fossé des inégalités ; sans parler du lourd tribut environnemental que suppose leur extraction. La folie capitaliste n'est plus à un paradoxe près, me direz-vous, mais il est toujours frappant d'observer à quel point les cartes distribuées à l'ère (première) du colonialisme n'ont jamais été rebattues.

Comme on le constate avec les saphirs de Madagascar, la malédiction des ressources fait encore et toujours des ravages. Or conjurer le mauvais sort n'aurait rien de sorcier : il suffirait, dans ce cas, que les joailliers et horlo-

gers creusent un peu plus pour s'assurer que les gemmes qui ornent leurs parures et leurs montres ne soient pas maculées du sang et de la sueur de mineurs exploités.

Mais plutôt que de faire le tri dans leurs affaires et leurs carnets d'adresses, les enseignes du luxe se contentent de mettre en avant leurs codes de conduite et autres chartes censées garantir «l'éthique» de leur catalogue : de jolies brochures en trompe-l'œil qui ne servent finalement qu'à polir la bonne conscience et peinent à cacher la réalité dramatique sur laquelle prospère le business des pierres maudites. On serait en droit d'en attendre un peu plus d'un secteur aussi avide d'excellence et de perfection que celui des vendeurs de beaux cailloux.

MAXIME FERRÉOL



Silence des enseignes de la mode face à l'officialisation des salaires de misère au Bangladesh

Au lieu de garantir enfin un salaire vital aux plus de 4 millions de travailleuses et travailleurs du textile au Bangladesh, le gouvernement impose un salaire de misère comme minimum légal. Les enseignes internationales de la mode, qui ont refusé de soutenir les syndicats dans leurs luttes salariales, portent également une part de responsabilité.

ROMEO REGENASS

Des policiers armés de fusils, de casques, de gilets pare-balles et de boucliers affrontent de nombreuses ouvrières du textile accompagnées de quelques rares collègues masculins. Les uns sont suréquipés, les autres ont les mains vides et portent tout au plus un masque en tissu ou en papier.

Cette image illustre parfaitement le déséquilibre des rapports de force dans les troubles qui ont secoué le Bangladesh en novembre dernier. Des couturières et couturiers de tout le pays ont commencé à protester après que l'association des fabricants de vêtements (BGMEA) a proposé en octobre d'augmenter le salaire minimum des 4,4 millions d'employé-e-s du textile à seu-

lement 10 400 takas par mois (l'équivalent d'un peu plus de 80 francs). Le ministère du Travail a ensuite imposé en novembre un montant de 12 500 takas (soit environ 100 francs). Ce chiffre est bien inférieur aux 23 000 takas réclamés par les syndicats indépendants, un montant qui, selon des études, serait nécessaire pour permettre au personnel des fabriques de s'extraire de la pauvreté.

Un climat de peur

Les employé-e-s ont manifesté pendant plusieurs semaines pour s'opposer à la perspective de devoir encore lutter pour leur survie pendant cinq ans encore (jusqu'à la prochaine révision des salaires). À grand renfort de gaz lacrymogène,

de balles en caoutchouc et même de balles réelles, la police a tué au moins quatre personnes et a grièvement blessé des dizaines d'autres. Au moins 115 manifestant-e-s ont été arrêté-e-s, de nombreuses poursuites judiciaires ont été engagées contre des protestataires et des membres de syndicats ont fait l'objet d'intimidation. Près de 150 usines ont fermé temporairement et beaucoup de travailleuses et travailleurs se sont retrouvé-e-s sans salaire.

Dans un tel climat de peur, le président de l'association BGMEA a encore jeté de l'huile sur le feu : dans une déclaration des plus cyniques, il a recommandé aux employé-e-s insatisfait-e-s de leur salaire de faire des heures supplémentaires ; et ce au-delà de la durée maximale de travail prévue par la loi. Il leur a conseillé de renoncer à prendre des vacances pour gagner plus d'argent, et a affirmé qu'en ajoutant des heures supplémentaires, le salaire minimum « est suffisant pour une famille ouvrière typique ».

Les prix d'achat devraient permettre le versement de salaires vitaux

Les fabricants de textile au Bangladesh affirment qu'ils ne peuvent pas se permettre de payer plus de 12 500 takas. Et certains vont même jusqu'à dire que ce salaire ruinerait déjà certains sous-traitants. Ce sont également les enseignes internationales de la mode qui dictent les prix d'achat et déterminent donc la marge de manœuvre dont bénéficient les fabricants. Les montants payés par les entreprises et marques internationales devraient permettre aux propriétaires d'usines de verser au moins un salaire vital à tout leur personnel. Mais, la plupart du temps, les prix payés aux fabricants dans des pays comme le Bangladesh suffisent à peine à verser des salaires conformes au minimum légal, qui se situe pourtant en dessous du seuil de pauvreté.

« Pourquoi les propriétaires des usines textiles ne font-ils pas pression sur les enseignes plutôt que sur les employé-e-s ? », demande Kalpona Akter, militante et présidente du syndicat BGIWF, dans un article d'opinion publié dans le journal *Daily Star*. Elle estime que le gouvernement n'est pas neutre vis-à-vis de cette problématique : « Une grande partie des parlementaires possèdent des usines de confection et défendent leurs propres intérêts plutôt que ceux du personnel. Leur stratégie ne prévoit donc pas de négociations avec les enseignes. »

Les enseignes internationales restent muettes

La Campagne Clean Clothes, portée en Suisse par Public Eye, a appelé plusieurs fois les marques à soutenir explicitement la revendication syndicale d'un salaire minimum de 23 000 takas et à assurer aux fournisseurs qu'elles augmenteraient leurs prix d'achat en fonction de la hausse du coût de la main-d'œuvre. Mais à l'exception

de Patagonia, toutes les marques ont refusé de le faire et sont restées muettes.

De nombreuses enseignes qui font produire au Bangladesh, dont H&M, Inditex (Zara) ou C&A, se disent depuis longtemps favorables au versement d'un salaire vital. Mais à un moment aussi crucial, où il est vraiment essentiel que les marques fassent usage de leur énorme influence pour que les personnes qui fabriquent leurs articles ne soient plus maintenues dans une situation de pauvreté, les enseignes se sont dérobées. Elles ont prétendu soutenir une augmentation du salaire minimum mais ont suivi la variante minimale du gouvernement.

H&M s'est même vantée auprès des médias d'avoir relevé ses prix d'achat pour que les fabricants puissent payer le nouveau salaire minimum au Bangladesh. « Les médias félicitent H&M pour son engagement en faveur des salaires de misère », critiquent deux représentantes de la Campagne Clean Clothes dans un article d'opinion publié sur le site web du Business & Human Rights Resource Centre, affirmant que cette approche est le « signe d'un système totalement défaillant ».

Les enseignes doivent s'opposer aux salaires de misère

Il incombe désormais aux enseignes de la mode de traduire leurs belles paroles en actes et de veiller à ce que les travailleuses et travailleurs de leur chaîne d'approvisionnement au Bangladesh gagnent au moins 23 000 takas par mois. Il ne s'agirait toujours pas d'un salaire vital, mais seulement du strict minimum dont ces personnes ont besoin pour pouvoir subvenir aux besoins de leur famille.

Comme ils l'avaient déjà fait il y a cinq ans, les syndicats indépendants du Bangladesh ont vivement critiqué le processus officiel de fixation des salaires. Ils demandent que le salaire minimum soit adapté chaque année et non tous les cinq ans comme c'est le cas actuellement. Ils demandent également que la représentation des travailleuses et travailleurs au sein de la commission salariale soit choisie parmi les syndicats les plus représentatifs. Jusqu'à présent, ce principe n'a pas été respecté et cette « représentation » était en fait favorable aux intérêts des employeurs et du gouvernement.

En 2024, Public Eye continuera de s'engager au sein de la Campagne Clean Clothes en faveur de salaires qui permettent aux travailleuses et travailleurs de vivre dans la dignité – au Bangladesh comme partout dans le monde. ■

Négoce de pétrole russe : Dubai sort le grand jeu pour supplanter la Suisse



Depuis la mise en place de l'embargo occidental sur le pétrole russe, Dubaï, qui n'applique aucune sanction contre Moscou, est devenu le nouvel eldorado des négociants voulant continuer en toute tranquillité les affaires avec la Russie. Des dizaines de sociétés qui, avant la guerre en Ukraine, opéraient depuis Genève y ont renforcé leur présence ou créé une nouvelle entité. Pour l'heure, les géants du trading n'apparaissent quasiment plus parmi les acheteurs de pétrole russe. De petites entités opaques, dont certaines sont proches du Kremlin, ont pris le relais. Public Eye a enquêté entre la Cité de Calvin et le paradis fiscal dubaïote.

AGATHE DUPARC ET MANUEL ABEBE EN COLLABORATION AVEC ROBERT BACHMANN PHOTOS: PANOS

Une matinée comme les autres au rez-de-chaussée de la gigantesque Almas Tower, le siège du Dubai Multi Commodities Centre (DMCC). Nous sommes au cœur de la bête: l'une des plus importantes plateformes de trading de matières premières au monde, créée en 2002 par l'émirat de Dubaï. Près de 23 000 entreprises y sont enregistrées, pour la plupart des sociétés de négoce venues du monde entier, actives dans le commerce de diamants, céréales, thé, café et hydrocarbures.

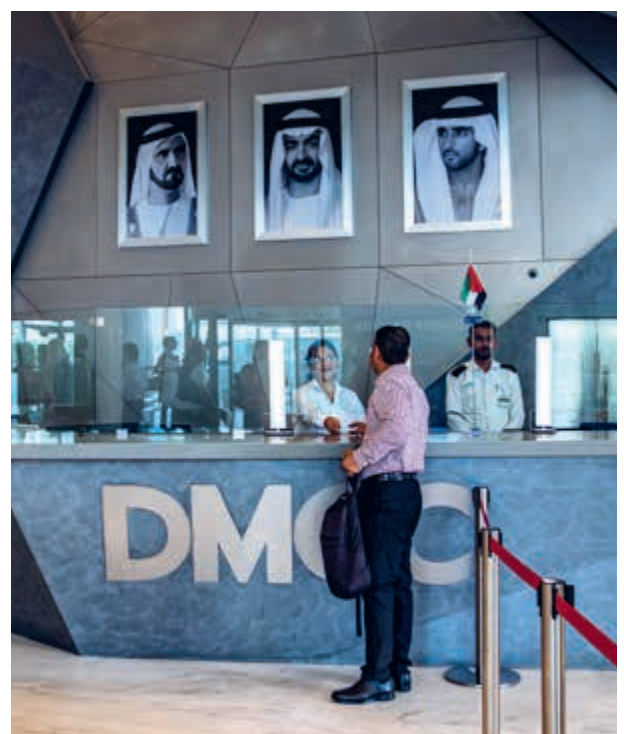
À l'entrée, les visiteurs sont accueillis par les portraits des trois cheiks vedettes des Émirats arabes unis, dont celui de Mohammed ben Rachid al-Maktoum, l'émir et bienfaiteur de Dubaï dont la fortune est estimée à 14 milliards de dollars US. Des groupes attendent leurs badges, dans le ballet incessant des ascenseurs qui montent jusqu'au 68^e étage. Un homme, croyant avoir à faire à une businesswoman, me glisse sa carte de visite, précisant que sa société, pourvoyeuse de services en tout genre, est accréditée auprès du gouvernement local et peut répondre « à n'importe quel besoin ». « Vous venez de Suisse? Ah, très bien! » La conversation n'ira pas plus loin.

Dans la galerie circulaire qui abrite des restaurants et des cafés, la maquette du quartier d'affaires est exposée: 87 gratte-ciel plantés comme des arbres autour d'un lac artificiel sur plus de 200 hectares. Ces tours offrent bureaux, résidences de luxe et hôtels, sans oublier les salles de sport, restaurants, crèches et magasins pour chiens et chats, qui sont légion. Près de 100 000 personnes travaillent dans cette zone franche. Ici, on bosse DMCC, on vit DMCC, on mange DMCC, l'acronyme ayant même donné son nom à une station de métro.

La fourmilière vaque à ses occupations lorsqu'une nouvelle tombe: pour la neuvième année consécutive, le DMCC a été sacré meilleure zone franche du monde (prix du magazine FDI du *Financial Times*). Deux jeunes

femmes dans des imperméables beiges de détective et coiffées de chapeaux prennent des photos en rafales, alors que des hôteses en robes à paillettes distribuent sourires et roses blanches. Ravis, les hôtes de passage posent derrière un cadre aux couleurs du DMCC. L'événement n'aura pas duré plus d'une demi-heure.

Le DMCC n'est que l'une des trente zones économiques spéciales de Dubaï mais, depuis l'entrée en vigueur des sanctions contre la Russie et de l'embargo sur le pétrole – le 5 décembre 2022 pour le brut et le 5 février 2023 pour les produits raffinés –, elle s'est imposée comme la juridiction préférée des sociétés de négoce qui veulent poursuivre, en toute quiétude, leurs affaires avec la Russie. En particulier celles qui opéraient auparavant depuis la Suisse. En septembre 2023, une délégation du DMCC s'est rendue à Genève et Zurich pour une visite promotionnelle. Son directeur, Ahmed bin Sulayem, a annoncé qu'en deux ans, le nombre de sociétés suisses inscrites dans la zone franche avait augmenté de 30 %.



→ Le siège du DMCC dans l'Almas Tower. Les visiteurs sont accueillis sous les regards paternalistes de l'émir de Dubaï (à gauche), de son fils, le prince héritier (à droite), et de l'émir d'Abou Dhabi (au centre).

Les Émirats arabes unis, tout occupés à leur fabuleuse croissance économique, n'ont pas adopté de sanctions et affichent une neutralité bienveillante à l'égard de la Russie et de sa guerre d'agression. Les sociétés dubaïotes ne sont donc pas tenues d'acheter le pétrole russe en respectant le « prix plafond » (*price cap*) fixé par les Occidentaux (pas plus de 60 dollars pour le baril de brut ; 100 dollars pour le diesel et le kérosène ; 45 dollars pour certains fiouls), alors que les négociants basés en Suisse et dans les pays de l'Union européenne (UE) et du G7 doivent s'y soumettre pour pouvoir continuer à commercer avec Moscou – pour autant que le pétrole soit livré à des pays qui n'appliquent pas les sanctions. Cette mesure phare avait été mise en place afin de permettre à la Russie de continuer à écouler ses produits – condition *sine qua non* pour éviter une flambée des prix sur le marché du pétrole – tout en faisant diminuer les revenus qui alimentent la machine de guerre de Vladimir Poutine en Ukraine.

Récupérer les flux de pétrole russe

Ici, personne ne s'étonne du fait que Dubaï, qui fait le lien entre le monde occidental et les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), soit, en quelques mois, devenu le nouvel épicerie du négoce de pétrole russe, menaçant de détrôner Genève. Selon nos estimations, 50 à 60% du pétrole brut russe était négocié depuis la Suisse avant la guerre en Ukraine, essentiellement dans la Cité de Calvin.

Public Eye a pu se procurer les déclarations d'exportation de pétrole brut russe remplies par les fournisseurs auprès des douanes russes entre début janvier et fin juillet 2023. Outre des informations sur les volumes

achetés et les prix, ces données permettent de connaître les ports de chargement en Russie, ainsi que le nom des vendeurs et des acheteurs.

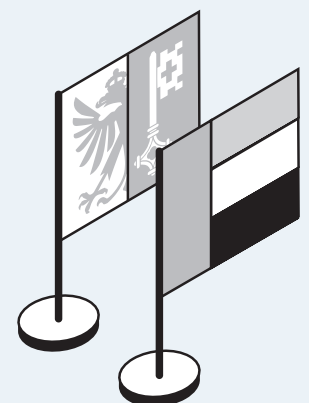
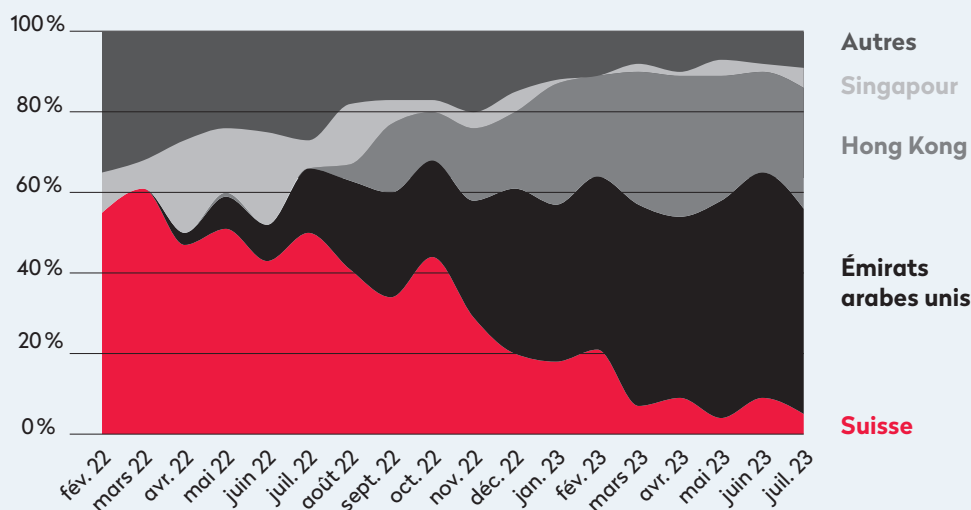
Résultat : durant les sept premiers mois de 2023, les sociétés enregistrées à Dubaï (toutes zones franches confondues) se sont taillé la part du lion. Elles ont acheté plus de la moitié des volumes de pétrole brut annoncés à l'exportation depuis les quatre principaux ports russes (Oust-Louga, Primorsk, Novorossiïsk, Kozmino), pour une valeur d'au moins 14 milliards de dollars US. Six des dix plus gros acheteurs privés de brut russe par voie maritime sont basés aux Émirats arabes unis.

Notre analyse montre comment, en une année seulement, la carte mondiale du commerce a été redessinée : les volumes auparavant vendus depuis la Suisse et Singapour par des traders privés se négocient désormais principalement à partir de Dubaï et Hong Kong.

« Dubaï a toujours cherché à protéger son économie des fluctuations politiques mondiales. Aujourd'hui, les autorités veulent se diversifier et récupérer le négoce de pétrole russe. Elles font un job remarquable ! », estime l'analyste d'une société de trading qui a quitté il y a un an la tranquillité de la Suisse pour plonger dans le chaudron des Émirats. « L'attrait pour Dubaï n'est pas nouveau. Il y a eu la fin du secret bancaire en Suisse, le Covid-19, mais depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine, le mouvement s'est beaucoup accéléré et tout le monde veut être ici », précise-t-il, acceptant de nous parler uniquement sous couvert d'anonymat. Une exigence partagée par la douzaine de personnes que nous avons interrogées.

Exode de Genève à Dubaï

Proportion de pétrole brut russe achetée par des négociants non étatiques (par pays d'enregistrement)



شارع التجارة الحرة
Free Trading Street



Le secteur se perd en conjectures, entre ceux qui pensent que le phénomène est temporaire et ceux qui estiment qu'un point de non-retour a été atteint. Un trader russe qui a travaillé chez les plus grands négociants genevois parlait, il y a quelques mois, de « blague » quand on évoquait un repli sur Dubaï. Il pointait l'absence totale de culture du financement du négoce au sein des banques émiraties. Nous le retrouvons au bar d'un grand hôtel du centre financier DIFC (Dubai International Finance Centre). Il prédit désormais que « ces dix prochaines années, personne ne pourra concurrencer Dubaï », où il passe désormais la moitié de son temps en qualité de consultant.

Il estime cependant que la Suisse est loin d'avoir perdu tous ses attraits. Pour preuve : les géants du négoce y sont encore solidement implantés, actifs sur d'autres marchés et soucieux de maintenir les liens avec leurs banquiers. Quant aux plus petits traders, même en cas de déménagement à Dubaï, la plupart ont conservé une structure sur les bords du Léman. « Pourquoi la fermer ? Cela permet d'avoir toujours un pied en Occident et, surtout, de maintenir les relations avec les banques suisses qui financent le négoce, même si elles ne touchent plus aux produits russes », remarque-t-il.

La rue du Rhône sur 78 étages

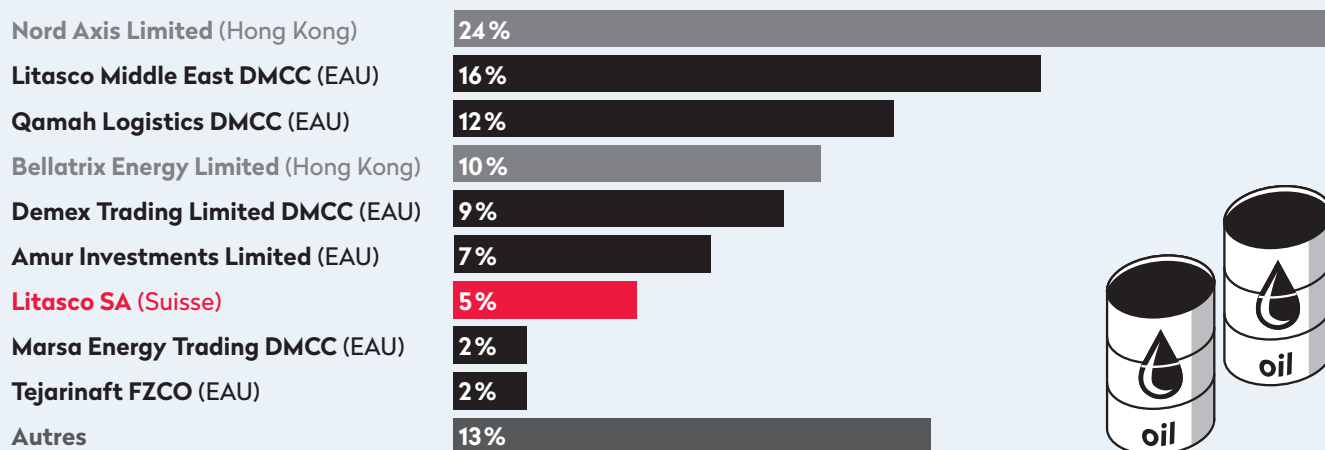
Dès l'été 2022, en prévision de la mise en place de cet embargo historique, les géants genevois Trafigura, Vitol et Gunvor, partenaires historiques des sociétés pétrolières étatiques russes comme Rosneft, ont disparu du top 10 des acheteurs de pétrole russe, craignant pour leur réputation. Ils ont peu à peu été remplacés par des

traders peu connus ou par des « pop-up », ces sociétés au profil totalement opaque qui ont surgi sur le marché sans qu'il soit possible de savoir exactement qui sont leurs propriétaires. (Voir notre enquête : « Négoce de pétrole russe en Suisse : des adieux en trompe-l'oeil ? ») Les plus gros négociants en pétrole avaient déjà ouvert une antenne dans le petit paradis émirati dès le début des années 2010, comme le montre le registre des entités du DMCC. Ces filiales dubaïotes se sont étoffées. Et d'autres ont vu le jour. Le géant genevois Gunvor était présent depuis 2011 avec Gunvor Middle East DMCC mais, en octobre 2022, une autre entité a vu le jour : Gunvor Energy Trading DMCC, spécifiquement dédiée aux transactions avec la Russie. Elle est à l'heure actuelle quasiment « en sommeil », comme le montrent les données douanières russes. Même scénario pour Vitol et Trafigura. Du côté de Litasco, se replier sur Dubaï était une nécessité. Avant la guerre en Ukraine, un tiers des volumes de pétrole négociés par le trader russe, dont le siège est toujours à Genève, provenait des champs pétroliers de sa maison mère, Lukoil. Pour continuer ses activités, il a catapulté, dès l'été 2022, la moitié de son personnel, soit une centaine de personnes, dans la four-

→ La Uptown Tower (340 m) est le dernier bijou du DMCC. Plusieurs négociants qui opéraient auparavant depuis la Suisse s'y sont installés. Dont Litasco Middle East DMCC qui, jusqu'en août 2023, avait ses bureaux au 18^e étage de l'Almas Tower.

Les négociants basés aux Émirats arabes unis figurent parmi les principaux acheteurs de pétrole brut russe

Part des achats de pétrole brut négociés dans les quatre principaux ports russes, de janvier à juillet 2023







naise de Dubaï, au 18^e étage de l'Almas Tower. Elles sont désormais employées par Litasco Middle East DMCC et viennent d'emménager dans l'Uptown Tower, le dernier bijou du DMCC. Cette tour ultraluxueuse de 78 étages a poussé en cinq ans, un peu à l'écart du quartier, et ses alentours en construction sont encore poussiéreux.

Selon nos informations, Trafigura PTE LTD (DMCC branch), Socar Trading Middle East DMCC, Sahara Energy DMCC ou encore Wellbred Trading DMCC (une compagnie singapourienne également basée à Genève) y sont aussi installées. À la réception, on nous explique qu'il est impossible de fournir la liste complète des locataires des 23 étages de bureaux, car « ce n'est pas la politique de la maison ». Dans le « lobby », beaucoup de gens parlent russe. « C'est un peu la nouvelle rue du Rhône en beaucoup plus moderne », estime un acteur du secteur qui, lui, est toujours basé à l'Almas Tower, désormais considérée comme « vieillotte ».

Ouverture et opacité maximales

« Dubaï veut être une place de négoce ouverte à tous, attirer le plus d'argent possible. Malgré quelques améliorations, il y a toujours de nombreuses lacunes en matière de conformité dans les processus d'incorporation », nous explique un spécialiste des questions de conformité, installé depuis des années dans la cité émiratie et dont le business est florissant.

Les autorités émiraties montrent peu d'empressement à clarifier certaines situations, ce qui présente de nombreux avantages en période de sanctions. Le DMCC promet, par exemple, l'enregistrement d'une nouvelle entreprise ou d'une filiale, ainsi que l'obtention d'une licence en deux semaines maximum, avec des procédures de diligence raisonnable (*due diligence*) minimalistes. Nul besoin, par exemple, de fournir le nom de l'ayant droit économique (UBO, selon l'acronyme en anglais) de la société, mais seulement celui de l'actionnaire, qui peut, par conséquent, être un simple prête-nom.

Sollicité sur ce point, le porte-parole de la zone franche répond par écrit que : « Toutes les demandes d'enregistrement de sociétés en zone franche sont rigoureusement évaluées par le DMCC, conformément à la législation locale et selon un processus de conformité clair, complet et solide. »

Dubaï est depuis des années pointée du doigt car elle abrite de solides réseaux de fraude fiscale et de blanchiment d'argent, comme l'ont documenté les enquêtes

← Jebel Ali (35 km au sud-ouest de Dubaï) est l'un des plus grands ports en eau profonde du golfe Persique. Les importations de produits pétroliers russes représentent 10 % de ses activités.



Partie de volley-ball à Jebel Ali avec, en arrière-fond, les infrastructures du port.

Dubai Papers et Dubai Uncovered. En février 2022, le Groupe d'action financière (GAFI), l'organisme international chargé de surveiller le respect des normes minimales antiblanchiment, a inscrit les Émirats arabes unis sur sa « liste grise » en raison de défaillances stratégiques en matière de lutte contre le blanchiment d'argent. Le pays est désormais sous surveillance, et les autorités se sont engagées à combler les lacunes, soucieuses de faire bonne figure auprès des marchés et des investisseurs internationaux.

Espaces de stockage pétrolier et navires fantômes à gogo

D'un point de vue logistique, Dubaï a bien plus à offrir que Genève et son lac Léman. Environ 90 % des barils russes négociés par des entités dubaïotes ne touchent pas le sol émirati, mais sont directement exportés depuis la Russie, essentiellement vers l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine. Mais Jebel Ali, son port commercial – le neuvième plus important au monde – est en pleine croissance. Selon la revue en ligne spécialisée *MEES*, les importations de produits pétroliers russes, quasiment inexistantes avant septembre 2022, représentent désormais 10 % de ses activités. Litasco y loue déjà des espaces. En raison de cet afflux, un nouveau terminal de stockage pétrolier et de *blending* (mélange de pétrole de différentes qualités) doit

voir le jour. Sur la mer d'Arabie (océan Indien), le port de Fujairah, à 120 km à l'est de Dubaï, est le principal hub de stockage aux Émirats arabes unis, bénéficiant lui aussi de la manne russe.

Après tout, Dubaï ne fait que revenir à ses premières amours. Dans les années 1970, ce sont les revenus de l'or noir – un secteur qui représente aujourd'hui 65 % du PIB des Émirats arabes unis – qui ont permis au petit village de pêcheurs, dont le seul attrait était le commerce de perles, de se métamorphoser en quelques décennies en une cité ultramoderne, climatisée toute l'année et connectée avec le monde entier.

Le petit paradis émirati joue aussi un rôle central pour permettre à Moscou de transporter son pétrole sous les radars. Selon une analyse de CREA, un organisme finlandais qui surveille l'application des sanctions pétrolières contre la Russie, 41 % de ce que l'on appelle désormais les « navires fantômes » sont immatriculés aux Émirats arabes unis – 12 % en Inde et 8 % au Vietnam, à Hong Kong et en Chine. Il s'agit de tankers souvent vétustes qui acheminent le pétrole russe sans respecter le prix plafond, et font appel à des assureurs non occidentaux. Ces navires disparaissent régulièrement des écrans radars en éteignant leurs transpondeurs, et s'adonnent sans modération au transfert de navire à navire (*ship-to-ship transfer* ou STS) afin de masquer l'origine russe des produits. Cette flotte



de l'ombre compterait plus de 400 navires immatriculés directement à Dubaï, qui font aussi peser sur les océans de sérieux risques de marée noire. À cela s'ajoute la centaine de bateaux de Sovcomflot. Au printemps 2022, le géant étatique maritime russe a transféré leur gestion à sa filiale dubaïote Sun Ship Management (aujourd'hui sous sanctions en Suisse), puis en partie à une nouvelle entité, elle aussi domiciliée à Dubaï.

Déménagements assurés par des avocat-e-s suisses

Depuis la Suisse, le business des installations à Dubaï occupe certain-e-s avocat-e-s. L'un d'entre eux nous raconte qu'il se rend régulièrement sous les cieux dubaïotes afin d'aider des client-e-s russes à acheter des biens immobiliers et à ouvrir des comptes bancaires.

Il a récemment assisté une maison de négoce enregistrée depuis 25 ans en Suisse à délocaliser la plupart de son personnel. Cette société, dont il refuse de donner le nom, conserve une présence en Suisse, et l'un des actionnaires russes vit toujours à Genève, mais elle opère désormais depuis Dubaï. Elle s'était vu couper ses lignes de crédit auprès des banques helvétiques qui, depuis les sanctions, refusent de toucher au pétrole russe. L'entité dubaïote se finance désormais sur ses fonds propres, grâce à des investisseurs privés ou en faisant appel à des banques russes. Elle a par ailleurs réorienté ses flux vers le Brésil, l'Inde et l'Afrique du Sud. « À partir de Dubaï, on peut faire les paiements en Russie, alors qu'en Suisse, même quand tout est parfaitement légal, les établissements refusent », explique-t-il. « Ici, mes clients sont bien accueillis et ils vivent en parfaite entente avec les Ukrainiens, loin de la guerre. Il y a des drapeaux russes sur certains hôtels et plusieurs vols par jour entre Moscou et Dubaï, sans obligation de visa. Il suffit d'acheter un bien immobilier pour avoir un permis de résidence », ajoute l'homme de loi.

Nous avons pu nous entretenir avec un autre avocat helvétique dont la fiduciaire, leader sur le segment, offre ses services depuis Dubaï. « Cette semaine, nous avons reçu cinq demandes d'installation de la part de sociétés enregistrées en Suisse qui font du commerce de grains, de pétrole, de minerais, d'œuvres d'art et de jets privés. Nous recevons en moyenne douze dossiers par mois pour des sociétés de négoce, et cela représente 10 à 15 % de nos activités. Mais les sanctions ne sont de loin pas la première motivation de nos clients », témoigne-t-il, estimant qu'aujourd'hui Dubaï est « un véhicule tout électrique », alors que Genève reste « une voiture au diesel ». « Il est très rare que des groupes actifs dans le commerce international en lien avec la Russie ne découvrent Dubaï

qu'aujourd'hui », précise-t-il, rappelant que les négociants en pétrole, gaz et matières premières agricoles russes ont commencé à faire leur apparition aux Émirats arabes unis dès le milieu des années 1990.

« On dit souvent que Bluewaters fait partie du territoire de la fédération de Russie », plaisante une femme d'affaires rencontrée à Angel Cakes, une chaîne de pâtisserie moscovite.

Dubaï reste imbattable en matière de fiscalité. Si le gouvernement vient d'introduire un impôt de 9 % sur les bénéfices des sociétés, celles qui sont enregistrées dans les zones franches et n'exercent pas d'activité aux Émirats arabes unis peuvent obtenir une exemption fiscale de cinquante ans. Leurs employé-e-s ne paient aucun impôt sur le revenu, et les permis de séjour sont délivrés en un temps record.

Dubaï la russophile

En 2022, plus d'un million de Russes ont séjourné aux Émirats arabes unis, soit une hausse de 60 % par rapport à 2021. Beaucoup ne sont pas de simples touristes. Au lendemain de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, de grandes entreprises russes ont affrété des avions afin de mettre leurs employé-e-s à l'abri et leur permettre d'échapper à la mobilisation. Les personnes les plus fortunées ont acheté des sociétés et des biens immobiliers, et ont obtenu des permis de séjour.

La communauté russe raffole tout particulièrement du quartier résidentiel de Dubai Marina, un décor à mi-chemin entre Gotham City et Disneyland qui offre promenades, restaurants et boutiques de luxe. Elle a aussi pris d'assaut Bluewaters, une petite île artificielle près de la plage de Marina. On y parle exclusivement la langue de Pouchkine.

« On dit souvent que Bluewaters fait partie du territoire de la fédération de Russie », plaisante une femme d'affaires rencontrée à Angel Cakes, une chaîne de pâtisserie moscovite. La trentenaire, active dans le luxe, continue de faire des allers-retours à Moscou « jusqu'à ce que Poutine décide de tout fermer ». Comme bon nombre de ses compatriotes, elle avait ses habitudes en Suisse. Elle raconte avoir été, « du jour au lendemain », sommée par ses banquiers helvétiques de transférer son argent ailleurs.

Les oligarques sous sanctions découvrent, eux aussi, les joies des étés où le thermomètre peut dépasser les 55 degrés. *Persona non grata* en Suisse, Andreï Melnitchenko, ancien résident à Saint-Moritz et actionnaire fondateur du géant des fertilisants EuroChem ainsi

← La petite île artificielle de Bluewaters, avec sa grande roue, a été baptisée « Little Russia ».



Dubai Marina est le quartier résidentiel et commercial le plus prisé par les Russes. On y fait ses 10 000 pas quotidiens sur la « Marina Walk », une promenade qui longe le port de plaisance et attire les touristes du monde entier.

que de SUEK, le plus gros producteur de charbon de Russie, en a fait sa nouvelle base arrière. L'homme d'affaires se démène pour redorer sa réputation, comme le montre une récente interview accordée au *Financial Times*.

« Pop-up » proches de Rosneft et tours de passe-passe à Dubaï

Depuis l'entrée en vigueur de l'embargo, les médias anglo-saxons tentent de percer les mystères des sociétés dubaïotes qui se classent aujourd'hui parmi les plus gros acheteurs de pétrole russe. Selon une récente enquête de Bloomberg, Murtaza Lakhani, dont la société Mercantile & Maritime (MME) était un fidèle partenaire de Rosneft avant la guerre, aurait été impliqué dans la création, en 2022 à Dubaï, de trois structures dubaïotes, même si sur le papier, il ne détient aucune part dans ces sociétés. Parmi elles : Amur II FZCO, qui est actionnaire de Amur Investments Limited, et Tejarinaft FZCO. Ces deux dernières entités figurent parmi les plus gros acheteurs de brut russe par voie maritime. M. Lakhani est désormais sous enquête aux États-Unis, soupçonné d'avoir contourné les sanctions pétrolières, comme le rapporte le *Wall Street Journal*. Ces derniers temps, l'homme d'affaires s'est fait un point d'honneur à affirmer, par la voix de ses porte-parole et de ses avocats, que sa société MME s'est totalement retirée du commerce avec la Russie depuis juillet 2022. Jusqu'en septembre

2022, ses affaires passaient par la Suisse, où le réseau Rosneft était solidement implanté avant la guerre en Ukraine, comme Public Eye l'a écrit.

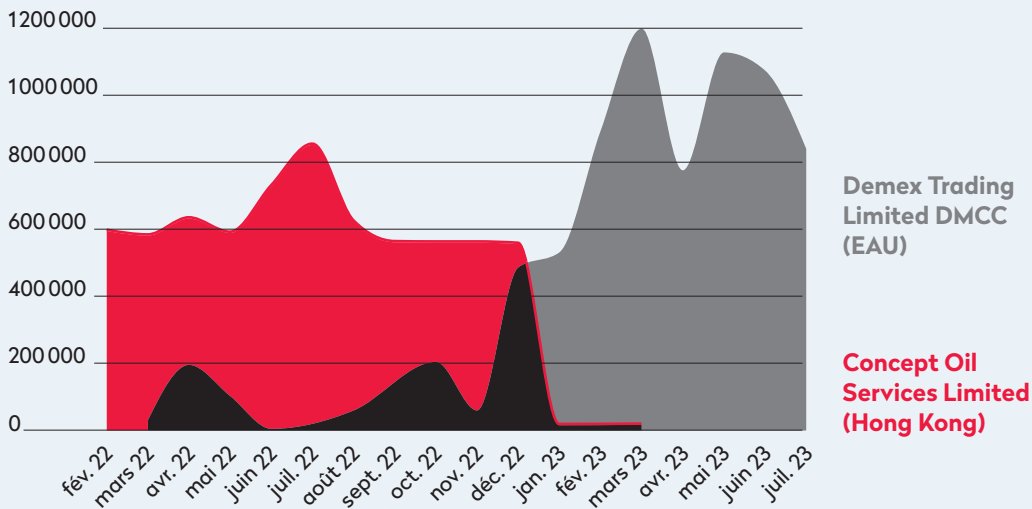
En analysant les données de la douane russe, le profil d'autres sociétés intrigue, comme celui de Demex Trading Limited DMCC, un négociant peu connu dans le secteur. Entre janvier et juillet 2023, ce dernier était le cinquième plus gros acheteur privé de pétrole brut russe, avec un volume d'au moins 5,6 millions de tonnes. Soit l'équivalent de huit cargaisons par mois transportées par un tanker de type Aframax.

Comme nous l'avons documenté, sur le papier, l'actionnaire à 100 % de cette structure est une citoyenne seychelloise qui, entre 2010 et 2021, occupait la fonction de comptable ou de directrice au sein de plus de 100 sociétés offshore britanniques.

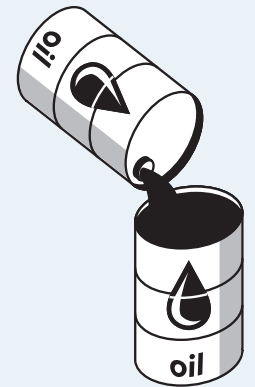
Selon un document que nous nous sommes procuré, en septembre 2022, Demex comptait quatre Russes parmi ses cadres dirigeants, dont Mikhaïl Mezhentsev, directeur entre 2008 et 2010 de Transneftproduct, l'opérateur du géant étatique russe Transneft, qui contrôle tous les pipelines en Russie. Plusieurs sources indiquent que Mezhentsev travaille également pour Concept Oil Services Limited, une société basée à Hong Kong. Avant la guerre en Ukraine, Concept Oil figurait dans la liste Forbes des plus gros acheteurs de brut russe, connue pour s'approvisionner auprès des « malychis » (les bébés),

Demex et Concept Oil, des sociétés jumelles ?

Volumes mensuels d'achats de pétrole russe (en tonnes)



Source : données douanières russes analysées par Public Eye



les petits producteurs russes. Son propriétaire officiel, Michael Zeligman, un citoyen letton qui vit à Monaco, a déjà fait parler de lui dans plusieurs médias.

D'après les données douanières que nous avons consultées, Concept Oil Services Limited a disparu des écrans dès l'entrée en vigueur de l'embargo, et c'est Demex Trading Limited DMCC qui semble avoir pris le relais, s'approvisionnant quasiment auprès des mêmes fournisseurs russes – principalement Irkutsk Oil Company (INK) et RNG JSC.

Concept Oil Services Limited est depuis plusieurs années soupçonnée d'être contrôlée par d'anciens responsables de Transneft. Selon une enquête du média indépendant russe iStories, le négociant aurait été parrainé par l'ancien gendre de Nikolai Tokarev – l'actuel patron de Transneft et proche de Vladimir Poutine – et par Mikhail Arustamov, l'ancien premier vice-directeur de Transneft. Détail intéressant : ce M. Arustamov, résident helvétique, a acquis, cet été à Genève, un bien immobilier d'une valeur de 3,8 millions de francs, comme l'a révélé le magazine *Bilan*. Contactés, Demex et Concept Oil n'ont pas répondu à nos questions.

Appels du pied des États-Unis aux gros traders

Depuis plusieurs mois, Washington et ses alliés européens s'inquiètent de voir le marché du pétrole russe désormais dominé par des sociétés possiblement contrôlées par le pouvoir russe et qui, la plupart du

temps, affrètent des navires appartenant à la fameuse « flotte de l'ombre ».

Comme nous l'avons appris, à la fin du printemps 2023, plusieurs géants du négoce de pétrole à Genève ont été discrètement contactés par des représentants de l'OFAC – l'organisme aux États-Unis chargé de faire respecter les sanctions – et du département d'État. « Ils se sont dits très préoccupés de voir que le marché est désormais entre les mains de petites sociétés opaques proches du Kremlin, avec des navires vétustes et des équipages mal formés. Ils nous ont incités à revenir dans le commerce de pétrole russe », témoigne une personne employée par l'une de ces maisons.

Selon nos informations, ces appels du pied ont été réitérés cet été, lors de la visite informelle à Genève de représentants du Trésor états-unien, dont la presse a fait état. La faïtière helvétique des négociants SUISSENEGOCE ainsi que le Secrétariat d'État à l'économie (SECO) s'étaient joints à cette rencontre, initiée par Gunvor et Trafigura, où il était plus largement question de l'approvisionnement mondial en énergie.

Des messages en provenance de Washington auraient également été adressés à certaines grandes banques actives dans le financement du négoce afin qu'elles se remettent dans le bain russe. Fortement échaudées par les amendes infligées ces dernières années à certains établissements pour violation de l'embargo états-unien, aucune

d'entre elles n'aurait répondu présente. « Nos banques nous ont fait savoir que si nous souhaitions reprendre le business avec la Russie, avec nos fonds propres ou par d'autres canaux de financement, elles ne nous en tiendraient pas rigueur. Mais elles refusent toujours catégoriquement de financer tout ce qui touche aux produits russes », témoigne la même personne employée par une maison genevoise.

Gunvor explique avoir mis sur pied « une équipe d'experts en sanctions, membres à plein temps de l'équipe juridique, qui se consacrent exclusivement au respect de toutes les sanctions applicables ».

Théoriquement, outre les risques de réputation, rien n'interdit en effet aux traders occidentaux de reprendre le commerce avec la Russie, pour autant que le pétrole soit acheté en dessous du fameux prix plafond et que la marchandise soit livrée dans des pays qui n'appliquent pas les sanctions. Jusqu'à fin juin 2023, les conditions étaient même favorables à la reprise des affaires, puisque sur les marchés, l'Urals, la principale qualité de brut russe, se négociait en dessous de 60 dollars le baril, le prix à ne pas dépasser.

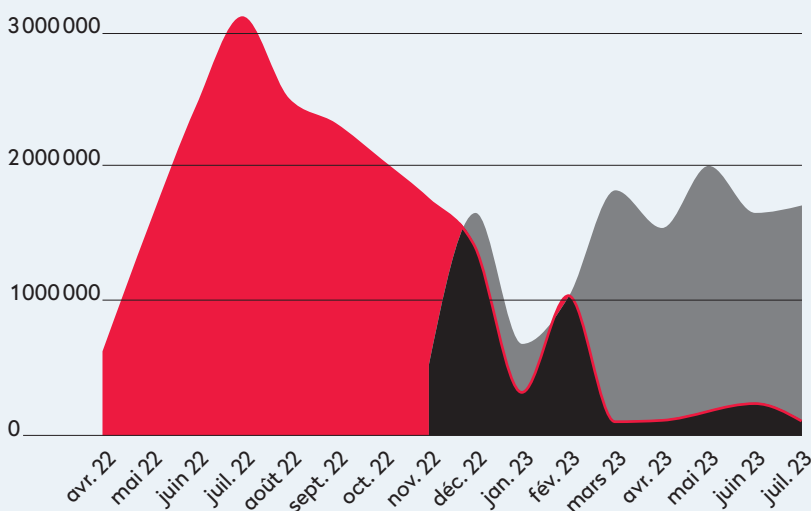
Mais dès le mois de juillet, ce même baril s'est échangé au-dessus de 60 dollars, rendant les choses bien plus périlleuses, même si les entités basées à Dubaï – qui ne sont pas tenues de respecter les sanctions – peuvent toujours prendre le relais. « Bon nombre de traders aimeraient que le prix plafond soit réajusté à la hausse. C'est la condition pour qu'ils participent au commerce de pétrole russe », affirme l'analyste d'une maison de négoce présente à Dubaï.

Les géants du négoce restent sur leurs gardes. Depuis l'entrée en vigueur de l'embargo sur le pétrole brut et les produits pétroliers russes (respectivement en décembre 2022 et février 2023), Vitol, Trafigura et Gunvor sont présentes de manière marginale sur le marché russe. En juin dernier, Gunvor déclarait au *Financial Times* avoir acheté 700 000 tonnes de produits pétroliers entre janvier et avril 2023. Selon les données douanières en notre possession, sa filiale à Dubaï, Gunvor Energy Trading DMCC, n'a commercé que de très petits volumes de produits pétroliers russes – quelques dizaines de milliers de tonnes depuis le début de l'année. En ce qui concerne le diesel, le géant du trading dit n'avoir négocié qu'une seule cargaison via son entité dubaïote en juin 2023, « bien en dessous du prix plafond ».

Gunvor explique avoir mis sur pied « une équipe d'experts en sanctions, membres à plein temps de l'équipe juridique, qui se consacrent exclusivement au respect de toutes les sanctions applicables ». « Respecter

Litasco Middle East DMCC reprend les volumes de Litasco SA

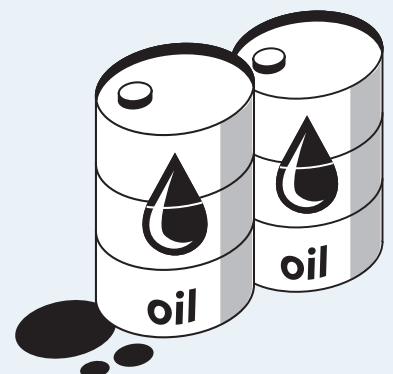
Volumes mensuels d'achats de pétrole russe (en tonnes)



Source : données douanières russes analysées par Public Eye

Litasco Middle East DMCC (EAU)

Litasco SA (Suisse)



les sanctions, c'est effectuer des transactions en toute légalité, mais pas nécessairement cesser tout commerce [avec la Russie, n.d.l.r.], ce qui irait à l'encontre de l'objectif recherché», ajoute le négociant.

Vitol dispose d'une filiale à Bahreïn – Vitol Bahrain EC – qui a acheté de faibles volumes de pétrole russe, comparables à ceux de l'antenne de Gunvor à Dubaï, selon nos données. Vitol a refusé de commenter ces transactions et a souligné que « tout produit d'origine russe négocié par Vitol le serait en pleine conformité avec les régimes de sanctions applicables ». En juin 2023, le négociant a enregistré à Dubaï, au sein de la zone franche Dubai International Financial Centre (DIFC), une nouvelle entité : Vitol Bahrain EC (DIFC branch). Selon Vitol, cette dernière ne négocie pas physiquement du pétrole. Seule Litasco Middle East DMCC fonctionne à plein régime, avec de gros volumes achetés principalement auprès de sa maison mère, Lukoil. Mais, selon les déclarations douanières analysées, l'entité genevoise Litasco SA a également continué à acheter du pétrole russe à partir de Genève, au moins jusqu'en juillet 2023. Cela concerne essentiellement des transactions à destination de la Bulgarie, l'unique pays au sein l'UE qui soit autorisé à poursuivre les importations maritimes de pétrole russe. Sollicitée, Litasco SA se contente de répondre qu'elle « se conforme à toutes les lois et réglementations applicables, y compris les règles concernant le prix plafond instauré par les pays du G7 ». L'entité genevoise indique qu'une

séparation complète a été établie avec l'entité dubaïote. « Litasco SA ne possède ni ne contrôle Litasco Middle East DMCC. Le nom partiellement commun des deux sociétés est un vestige de l'époque où Litasco Middle East DMCC était une filiale de Litasco SA », fait savoir sa porte-parole. Sollicitée, Litasco Middle East DMCC n'a pas répondu à nos questions.

Un « mur de Chine » entre Dubaï et Genève ?

« Pour de grands groupes de négoce, comment isoler complètement le *desk* qui fait du pétrole russe à Dubaï ? », s'interroge l'employé d'une grande maison de négoce suisse, pour qui « cette histoire de mur de Chine est un peu un mystère ». « Les risques financiers peuvent être calculés indépendamment les uns et des autres, mais si la société appartient à un seul actionnaire, ou à un groupe d'actionnaires, les pertes de l'un doivent être compensées par les gains de l'autre. Toutes les positions doivent être consolidées », estime-t-il.

Un trader installé à Dubaï avance que « pour être sûr qu'une séparation totale existe entre une société suisse et l'entité dubaïote, il faut se poser au moins deux questions : quel contrôle la première exerce-t-elle sur la conduite des opérations à Dubaï, et bénéficie-t-elle du résultat fait à Dubaï ? ».

Selon nos informations, le Secrétariat d'État à l'économie (SECO), qui est chargé de faire appliquer l'embargo pétrolier contre la Russie, a adressé des courriers



en ce sens à plusieurs négociants dont, en avril 2023, la genevoise Paramount Energy & Commodities, comme l'a révélé le *Financial Times*. Juste après le déclenchement de la guerre en Ukraine, cette société peu connue, sur laquelle Public Eye a enquêté, arrivait en tête des acheteurs de brut de qualité « ESPO Blend crude » au port de Kozmino, près de Vladivostok. Dès juin 2022, alors que la mise en place d'un embargo pétrolier se précisait, une société nommée Paramount Energy & Commodities DMCC, qui existait depuis décembre 2020, a pris le relais. Selon les données douanières que nous avons consultées, le juteux commerce a ainsi pu se poursuivre jusqu'en janvier 2023, le prix de l'ESPO dépassait alors le prix plafond fixé à 60 dollars le baril. Le 8 novembre dernier, le Royaume-Uni a mis sous sanction cette entité dubaïote, qui « est connue pour ses structures de propriété opaques et qui a été utilisée par la Russie pour atténuer le choc des sanctions liées au pétrole », indique un communiqué du ministère des Affaires étrangères britannique. Est également visé un citoyen suisse, François Édouard Mauron, qui occupait la fonction de directeur jusqu'en mai 2023. Sur le papier, Paramount Suisse et Paramount Dubaï seraient aujourd'hui deux entités entièrement séparées.

Mais comment s'assurer que ce mur de Chine ne soit pas un écran de fumée? En Suisse, la loi sur les embargos ne définit pas explicitement le champ d'application territoriale des sanctions. Depuis plusieurs mois, le SECO se livre à un exercice d'équilibrisme, expliquant que les filiales « juridiquement indépendantes d'entreprises suisses établies à l'étranger ou les ressortissants suisses domiciliés à l'étranger ne sont en principe pas soumis à la législation suisse ». Cette spécificité

helvétique permet bien des arrangements. En clair, il suffit qu'une société basée à Dubaï soit, sur le papier, dirigée et gérée de manière totalement indépendante, et n'ait pas le même actionnaire que la structure helvétique, pour qu'elle échappe aux poursuites en cas de violation des sanctions sur le pétrole russe.

L'heure de vérité a sonné pour le SECO

Dans un contexte international de plus en plus tendu, et alors que les prix du pétrole risquent de se maintenir durablement au-dessus du prix plafond, le SECO doit répondre au plus vite à ces questions. En septembre dernier, le Conseil national a adopté un postulat demandant au Conseil fédéral d'analyser la manière dont « les sanctions contre la Russie dans le secteur des matières premières sont actuellement respectées et où subsistent des lacunes ». Récemment réorganisée, la division du SECO en charge des sanctions a renforcé son équipe chargée d'analyser les infractions présumées. Le rapport demandé par la chambre basse du Parlement sera un bon indicateur de l'état des connaissances du SECO sur les nouvelles réalités du marché du pétrole russe ainsi que le rôle joué par les négociants installés en Suisse et leurs entités à l'étranger. La guerre d'agression menée sans relâche par la Russie contre l'Ukraine impose une réponse rapide et efficace. ■



Vous pouvez lire en ligne notre enquête avec les réponses détaillées des entreprises : publiceye.ch/dubai

Droit de réponse de Kolmar Group AG

« Vous avez publié, dans l'édition du 15 novembre 2023 de Public Eye – Le Magazine, un article intitulé « Kolmar Group AG réclame 1,8 million de dollars à Public Eye et TRIAL International. »

Vous indiquez, sans plus de précision, que l'affaire est encore en cours. En réalité, le Ministère public n'est plus en charge de ce dossier, ayant rendu des actes d'accusation, des chefs de diffamation, voire calomnie, à l'endroit des auteurs de l'article objet de la procédure pénale. Un procès pénal se tiendra prochainement à Berne.

Enfin, vous soutenez que la procédure civile intentée par Kolmar Group AG serait à qualifier de procédure bâillon (SLAPP). Tel n'est évidemment pas le cas, dès lors que, par nature, le SLAPP implique une procédure abusive, qui ne saurait être retenue en présence d'un acte d'accusation. »



© Jose Díez

Bonne nouvelle : le Costa Rica interdit le chlorothalonil de Syngenta

Le Gouvernement du Costa Rica vient d'interdire l'un des pesticides les plus utilisés dans le pays, le chlorothalonil, en raison de la pollution des sources d'eau potable et des risques pour la santé de la population.

LAURENT GABERELL

Souvenez-vous : en juin de l'année dernière, nous révélions que, depuis des mois, les autorités costariciennes étaient contraintes d'acheminer par camion de l'eau potable aux quelque 10 000 habitant-e-s des villages de Cipreses et Santa Rosa, dont les sources avaient été contaminées par des métabolites du chlorothalonil. Ce fongicide, classé cancérigène probable, est interdit en Suisse et dans l'Union européenne, mais il est toujours vendu au Costa Rica par Syngenta.

Les témoignages récoltés pour notre reportage sur place montraient que la population vivait dans la peur et s'inquiétait des risques liés à l'exposition à cette substance utilisée depuis des décennies sans contrôle ni limitation. Les autorités disaient redouter que la pollution touche l'ensemble de la région agricole du nord de la province de Cartago, le « grenier à légumes » du pays, où vivent plus de 65 000 personnes.

Face à l'attitude irresponsable de Syngenta, qui continue à commercialiser du chlorothalonil au Costa Rica en dépit des risques avérés, les populations locales viennent de remporter un grand succès. Le 30 novembre dernier, le président Rodrigo Chaves Robles a signé un décret qui interdit avec effet immédiat l'utilisation du chlorothalonil, en raison de « graves préoccupations » pour la santé et l'environnement, et afin de « garantir le droit à la vie et à la santé ». Cela faisait plusieurs années que les habitant-e-s de

Cipreses soupçonnaient l'eau d'être polluée et alertaient les autorités. Leurs craintes avaient été confirmées par des analyses de laboratoire réalisées par l'Institut régional d'études des substances toxiques (IRET) et, en octobre 2022, le ministère de la Santé déclarait l'eau impropre à la consommation. Quelques semaines plus tard, des tests révélaient que les sources du village voisin de Santa Rosa étaient également contaminées.

En avril 2023, les ministères de la Santé et de l'Environnement recommandaient dans un rapport conjoint une interdiction du chlorothalonil. Et en juin, les habitant-e-s de Cipreses et Santa Rosa recevaient le soutien de la Chambre constitutionnelle de la Cour suprême, qui donnait six mois au gouvernement pour mettre en œuvre cette interdiction.

C'est désormais chose faite. Mais les populations locales ne sont pas pour autant tirées d'affaire. Les métabolites du chlorothalonil sont extrêmement persistants dans l'eau et les sources de la région vont encore rester polluées pendant des années. En outre, les technologies disponibles pour éliminer ces polluants de l'eau potable sont d'un coût prohibitif pour un pays comme le Costa Rica. Pour couronner le tout, les autorités viennent de découvrir que les sources dans lesquelles elles puisaient l'eau amenée par camion à Cipreses et Santa Rosa étaient elles aussi contaminées au chlorothalonil. ■



Quand les élèves demandent un salaire vital

Avec ses visites dans les écoles, Public Eye veut informer les jeunes, répondre à leurs préoccupations et les encourager à s'engager activement pour un monde plus juste. Compte rendu de l'une de ces visites, dans la classe de secondaire A1b de Dübendorf (ZH).

ROMEO REGENASS

« Ce que nous voulons, ce n'est pas un salaire minimum mais un salaire vital ! » Une élève lance haut et fort sa revendication, avec un aplomb qui enthousiasme toute la classe.

Public Eye est en visite dans la classe secondaire A1b de l'enseignante Marianne Lenherr à Dübendorf et les élèves, qui ont autour de 14 ans, reviennent sur les enseignements tirés du jeu de rôle de la matinée. Le scénario ? Maria est membre d'une délégation de cinq employé-e-s d'une usine au Bangladesh qui réclament un salaire plus élevé à leur patron, dont le rôle est joué par Martin Beck, animateur de la visite dans l'école. Leur revendication est claire : un salaire vital et non un salaire minimum. La différence entre ces deux concepts a été expliquée à la classe ce matin : le salaire minimum est le minimum légal imposé par un pays, mais celui-ci est généralement bien inférieur au montant nécessaire pour vivre dans la dignité, le salaire vital.

Une approche ludique

La visite a pour thématique « un regard critique sur la consommation à travers l'exemple de la mode ». Dans le premier exercice de groupe, les élèves doivent se posi-

tionner à gauche ou à droite du tableau en fonction de l'affirmation qui leur correspond le mieux : « Si un vêtement me plaît, je me soucie peu de la manière dont il a été produit » ; ou plutôt « Je privilégie la qualité des vêtements pour pouvoir les porter longtemps » ? Les grandes discussions viendront plus tard, après cette première approche ludique du sujet.

Un documentaire sur l'industrie textile au Bangladesh est ensuite diffusé. Le responsable de la visite, Martin Beck, répartit la classe en trois groupes. Un premier est chargé de se concentrer sur les images. Un deuxième doit mémoriser les chiffres. Et un troisième se voit confier la tâche la plus difficile : se souvenir des liens de cause à effet.

Commençons par les images : des adultes et des enfants sans abri dorment sur les trottoirs de la ville. L'ouvrière du textile qui raconte son histoire vit dans une cabane de fortune en tôle. Les chiffres : la protagoniste travaille 6 à 7 jours par semaine, 12 à 16 heures par jour, et gagne 75 francs par mois. Les liens de cause à effet : elle cache son visage car elle craint les repréailles de son employeur.

Elle travaille beaucoup mais reste pauvre car son salaire est trop bas. De plus en plus de personnes tentent leur chance en ville car les inondations ont détruit les récoltes. La classe accomplit la tâche avec brio : les principaux messages du film ont bien été identifiés.

Un salaire « hyper bas »

Deuxième exercice de groupe, cette fois avec l'autre animateur de la visite, Werner Lüthy : des cartes présentant des images et du texte doivent être disposées sur la table de manière à représenter l'ordre des étapes de fabrication d'un t-shirt. Tout commence par la cueillette du coton au Burkina Faso. Mais que se passe-t-il ensuite ? Le fil est fabriqué en Turquie, puis le tissu en Inde. Et combien gagnent les travailleurs et travailleuses ? Une couturière perçoit-elle vraiment 2 francs pour un vêtement vendu 15 francs ? Ce serait bien, mais elle ne gagne que 50 centimes. « C'est hyper bas », constate une élève.

Pendant la pause, deux garçons lisent les étiquettes de leur t-shirt : « Made in Thailand », « Made in Bangladesh ». Ils sont déjà bien dans le sujet et prêts pour le jeu de rôle, dans lequel chaque groupe doit jouer une situation différente. Une première mise en scène porte sur une couturière qui n'a pas assez d'argent pour payer le traitement médical de son enfant malade. Une autre sur une ouvrière qui demande de l'aide à ses voisins parce qu'elle ne peut plus acheter de nourriture pour ses enfants. Enfin, la délégation mentionnée en début d'article, qui demande à son patron un salaire permettant de vivre dans la dignité. Mais celui-ci se montre peu compréhensif : s'il ne veut pas que la concurrence lui rafle sa commande de 1500 t-shirts, il affirme qu'il ne peut pas augmenter les salaires.

Au terme de cette matinée, les deux bénévoles de Public Eye discutent avec la classe A1b de la manière dont elle peut continuer à s'engager dans cette thématique. Écrire un courrier des lecteurs dans un journal local, demander aux enseignes de la mode de payer des prix justes dans les pays producteurs, créer une affiche et l'accrocher à l'école, partager des informations sur TikTok ou Instagram, organiser une bourse aux vêtements – les possibilités sont nombreuses.

Marianne Lenherr souhaite en tout cas approfondir le sujet : « La mode éphémère est une grande tentation pour les élèves de cet âge », explique l'enseignante. « Sur les réseaux sociaux, la publicité est omniprésente. C'est pourquoi je pense qu'il est si important de donner le plus d'informations possible sur les mauvaises conditions dans lesquelles ces vêtements bon marché sont fabriqués. » ■

Sensibiliser ici pour un monde plus juste

Dans les écoles de Suisse romande également, quelques bénévoles de Public Eye proposent des visites sur la thématique de l'industrie de la mode afin de sensibiliser les jeunes aux conséquences de nos habitudes de consommation et de montrer comment chacun-e peut agir à son échelle pour provoquer des changements.

Durant la pandémie, les bénévoles ont créé une exposition sur les dérives sociales et environnementales de la fast fashion, destinée aux élèves dès la 10^e HarmoS. Les douze affiches qui la composent sont en cours de relooking et pourront être commandées à un prix équitable. Vous souhaitez à en faire la promotion auprès des écoles, bibliothèques et autres établissements fréquentés par des jeunes ? Alors, écrivez-nous à : ecole@publiceye.ch.

Par ailleurs, Public Eye met à disposition des enseignant-e-s un dossier en ligne présentant des informations contextuelles et des suggestions didactiques pour aborder dans les écoles et autres lieux d'apprentissage deux thématiques de Public Eye : l'industrie de la mode et le système agroalimentaire mondial.



Pour plus d'informations :
publiceye.ch/ecoles



Des dizaines d'actions des groupes régionaux pour dénoncer la « mode avion »

Chaque année, le mois de novembre rime avec Black Friday. Cet événement est considéré, à choix, comme propice aux bonnes affaires ou synonyme d'une surconsommation frénétique. Les bénévoles des groupes régionaux de Public Eye ont profité de cette période pour relayer dans les rues des centres-villes notre campagne actuelle sur la mode transportée par avion. Stands d'information originaux et attractifs, quiz interactif sur la mode, atelier pour apprendre à recycler ses vêtements usagés : les groupes d'Argovie, Bâle, Berne, Genève, Neuchâtel, Suisse centrale, Vaud et Winterthur ont fait preuve d'une grande créativité pour sensibiliser la population. Les passant-e-s ont signé en nombre notre pétition adressée à Zara pour que l'enseigne prenne enfin au sérieux ses promesses de durabilité et renonce au fret

aérien pour approvisionner ses boutiques. La récolte de signatures se poursuit jusqu'à fin janvier 2024. Vous pouvez encore signer notre pétition sur notre site internet : publiceye.ch/stop-mode-avion. À l'heure où nous mettons sous presse, nous avons déjà récolté plus de 20 000 signatures.

Pour lutter contre le gaspillage vestimentaire, plusieurs groupes régionaux participent aussi à des bourses d'échange de vêtements proposées par l'association Walk-in Closet en mettant à disposition du matériel d'information et en dialoguant avec les visiteurs et visiteuses.

Nous remercions de tout cœur nos bénévoles pour leur précieux soutien et leur engagement !



Trafigura et l'un de ses ex-administrateurs devront passer devant les juges fédéraux

Le Ministère public de la Confédération a décidé de traîner le géant genevois du négoce devant le Tribunal pénal fédéral pour une affaire de corruption sur le marché pétrolier en Angola. Grande première : les procureurs entendent démontrer la culpabilité de l'ex-chef des opérations du groupe dans le versement présumé de plus de 4,3 millions d'euros de pots-de-vin. Public Eye avait révélé cette affaire en février 2013.

Les juges vont se pencher sur les affaires douteuses de Trafigura en Angola. Les procureurs fédéraux ont déposé, début décembre 2023, un acte d'accusation visant la maison de négoce genevoise pour versement présumé de 4,3 millions d'euros et 604 000 dollars (US) de pots-de-vin afin de sécuriser des contrats pétroliers entre 2009 et 2011 dans le pays dirigé par la famille Dos Santos jusqu'en 2017.

À l'époque, Trafigura disposait d'un monopole sur la distribution de produits raffinés en Angola, grand producteur de brut mais contraint d'importer 80 % de son énergie. Pour ce faire, la maison de négoce s'était associée à un général angolais – héros de l'indépendance, tout comme l'ex-chef d'État – avec qui elle avait fondé une coentreprise (joint-venture) à Singapour. Le groupe a, en parallèle, développé un vaste réseau de stations-services sur le continent africain via sa filiale Puma Energy, comptant également ce même général parmi ses actionnaires.

La déception du négociant

Aux côtés de la multinationale, trois individus devront également passer devant les juges à Bellinzone : l'ancien responsable de la commercialisation des produits pétroliers pour l'État angolais, un ex-employé de Trafigura qui aurait versé les pots-de-vin, ainsi que Mike Wainwright. Cet amateur de sport automobile était responsable des opérations chez Trafigura, ainsi que membre de son conseil d'administration... jusqu'à ce que le groupe anticipe sa retraite lors d'un remaniement en septembre 2023.

Dans son communiqué, la maison de négoce souligne que les faits remontent à plus de dix ans et fait part de sa déception à la perspective de se retrouver sur le banc des accusés alors qu'elle souhaitait « résoudre » l'enquête helvétique par le biais d'un accord extrajudiciaire. Des procédures sont également en cours aux États-Unis et au Brésil. Le groupe a provisionné 127 millions de dollars pour « résoudre » ces volets.

Au lendemain de l'annonce du procès, Trafigura a pulvérisé son précédent record financier : 7,4 milliards de dollars de bénéfices sur l'exercice couvrant l'essentiel de 2023. Le groupe est à nouveau actif en Angola où il a co-obtenu une concession pour développer une gigantesque voie ferroviaire qui lui permettra de convoier les métaux et minéraux de l'Afrique centrale vers les principaux terminaux d'exportation du continent.

La Belgique aussi ne veut plus livrer de Dirty Diesel en Afrique

Plus de la moitié des carburants importés en Afrique de l'Ouest proviennent d'Amsterdam et Rotterdam aux Pays-Bas, et d'Anvers en Belgique. Comme Public Eye l'avait révélé en 2016 dans son enquête « Dirty Diesel », des négociants suisses en matières premières livraient des carburants contenant jusqu'à 378 fois plus de soufre que la concentration maximale autorisée en Europe. Cette « qualité africaine », aux conséquences catastrophiques pour la santé des populations, notamment dans les grandes villes, était mélangée et préparée dans ces trois ports européens. Après les Pays-Bas, qui ont légiféré en avril 2023 pour introduire des directives et des valeurs limites plus strictes pour l'exportation de diesel et d'essence, c'est au tour de la Belgique de renforcer ses exigences en matière de qualité des carburants expédiés entre autres vers le Nigeria, le Ghana ou le Cameroun. En 2021 déjà, et notamment grâce au travail de Public Eye, les ministres de l'Environnement et du Pétrole de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) avaient introduit une nouvelle norme pour les carburants importés. Dans de nombreux pays de la région, la limite de teneur en soufre du diesel et de l'essence avait alors été abaissée à 50 parties par million, le seuil de fonctionnement des catalyseurs et filtres à particules.

